

## OPERATION DE MISE AUX NORMES EN FAVEUR DE LA SECURITE ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA RN10 DANS LA VIENNE

### PIECE H2 : MECDU DU PLU DE LIGUGE





SOMMAIRE

<b>PREAMBULE</b>	<b>4</b>	5.2.1.1. PLU actuel	21
<b>1. PRESENTATION DU PROJET</b>	<b>5</b>	5.2.1.2. PLU après mise en compatibilité	23
1.1. SITUATION DE L'OPERATION	5	5.2.1. Règlement de la zone N	24
1.2. HISTORIQUE DU PROJET	6	5.2.1.1. PLU actuel	24
1.3. LES OBJECTIFS DE L'OPERATION	7	5.2.1.2. PLU après mise en compatibilité	26
1.4. LES CARACTERISTIQUES DU PROJET	7	5.2.2. Règlement de la zone Uh	27
1.4.1. Echangeur de Croutelle - Ligugé RN10/RD611	7	5.2.2.1. PLU actuel	27
1.4.2. Carrefours Nord Vivonne : section Ruffigny-Vivonne	10	5.2.2.1. PLU après mise en compatibilité	28
1.4.3. Carrefours sud de Vivonne : section vivonne - les minières – Châtillon	12	5.3. ZONAGE	29
<b>2. CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE</b>	<b>14</b>	5.3.1. PLU actuel	29
2.1. MODALITES DE MISE EN COMPATIBILITE	14	5.3.2. PLU après mise en compatibilité	30
2.1.1. L'examen conjoint par l'ensemble des personnes publiques associées avant l'ouverture de l'enquête publique	14	5.4. LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES	31
2.1.2. L'avis du conseil Communautaire	14	5.4.1. PLU actuel	31
2.1.3. L'avis de la Commission Départementale des Sites	14	5.4.2. PLU après mise en compatibilité	31
2.1.4. L'avis de la CDPENAF	14	<b>6. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>	<b>32</b>
2.1.5. Evaluation environnementale	14	6.1. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS DE GESTION/CONSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU	32
2.1.6. Les effets de la Déclaration d'Utilité Publique	15	6.1.1. Le SDAGE Loire/Bretagne	32
2.2. CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE	15	6.1.2. LE SAGE Clain	33
2.2.1. Rapport de présentation	15	6.1.3. Le Plan de Prévention des Risques Inondations – PPRI	34
2.2.2. Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)	15	6.2. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT ET LES MILIEUX NATURELS	34
2.2.3. Règlement écrit	15	6.2.1. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique - SRCE	34
2.2.4. Règlement graphique	15	6.2.2. Schéma Régional Climat Air Energie - SRCAE	34
2.2.5. Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	15	6.2.1. Plan Régional Santé Environnement – PRSE Nouvelle Aquitaine	35
2.2.6. Emplacements réservés (ER)	16	<b>7. ANNEXE</b>	<b>37</b>
2.2.7. Espaces Boisés Classés (EBC)	16	7.1. DECISION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE SUITE A EXAMEN AU CAS PAR CAS	37
2.2.8. Servitudes d'utilité publique (SUP)	16		
2.2.9. Conclusion	16		
<b>3. OBJET DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE LIGUGE</b>	<b>17</b>		
<b>4. ANALYSE DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLU DE LIGUGE</b>	<b>17</b>		
4.1. ANALYSE DU RAPPORT DE PRESENTATION	17		
4.2. ANALYSE DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES	17		
4.3. ANALYSE DU REGLEMENT	18		
4.4. ANALYSE DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION	19		
4.5. ANALYSE DES EMPLACEMENTS RESERVES (ER)	19		
4.6. ANALYSE DES ESPACES BOISES CLASSES (EBC)	19		
4.7. SITUATION DU PROJET VIS-A-VIS DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	20		
4.8. CONCLUSION SUR LA COMPATIBILITE	21		
<b>5. MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE LIGUGE</b>	<b>21</b>		
5.1. RAPPORT DE PRESENTATION	21		
5.2. REGLEMENT	21		
5.2.1. Règlement de la zone Agricole A	21		

**Nota :** Il convient de préciser que les communes de Couhé, Ceaux-en-Couhé, Châtillon, Payré et Vaux ont fusionné au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et forment désormais la commune nouvelle de Valence-en-Poitou.



## PREAMBULE

Le présent dossier a pour objet la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Ligugé en vue de la réalisation du projet de mise aux normes en faveur de la sécurité et de l'environnement de la RN10 entre Poitiers et Châtillon.

Le PLU est un document qui, à l'échelle de la commune, établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire. Les travaux projetés génèrent en effet des emprises sur un Espace Boisé Classé et la modification de l'Emplacement Réservé n°11. La réalisation du projet nécessite ainsi la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, conformément aux articles L.153-54 à L153-59 du code de l'urbanisme.

Le dossier de mise en compatibilité du PLU constitue, en dossier séparé, la pièce H2 du dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet. Il a pour objet de présenter les modifications à apporter au PLU de Ligugé afin d'assurer la compatibilité du projet avec ses diverses pièces, notamment son règlement, la planche graphique de zonage n°2 et la liste des emplacements réservés. La mise en compatibilité du document d'urbanisme que propose ce dossier est une procédure d'urbanisme à part entière. L'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique qui sera pris à l'issue de l'enquête publique modifiera le contenu du document mis en compatibilité.

Conformément à l'article R.123-6 du Code de l'Environnement, le dossier d'enquête comprend les pièces suivantes :

- **Pièce A « Objet de l'enquête, informations juridiques et administratives » ;**
- **Pièce B « Plan de situation du projet soumis à enquête » ;**
- **Pièce C « Note de présentation du dossier soumis à enquête » ;**
- **Pièce D « Plan général des travaux » ;**
- **Pièce E « Evaluation environnementale » valant AUSSI dossier loi sur l'eau ;**
- **Pièce F « Notice d'incidences Natura 2000 » ;**
- **Pièce G : « Dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées » ;**
- **Pièces H1 à H5 « Mise en compatibilité » ;**
- **Pièce I « Bilans de concertation L300-2 » ;**
- **Pièce J « Classement des aménagements » ;**
- **Pièce K « Avis / bilans ».**

La mise en compatibilité des PLU est régie par les articles L.153-54 à L153-59 et R.153-14 du code de l'urbanisme. L'article L.153-54 prévoit que la DUP d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un PLU ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

# 1. PRESENTATION DU PROJET

## 1.1. SITUATION DE L'OPERATION

Le secteur d'étude s'étend sur le département de la Vienne entre Poitiers et Châtillon.

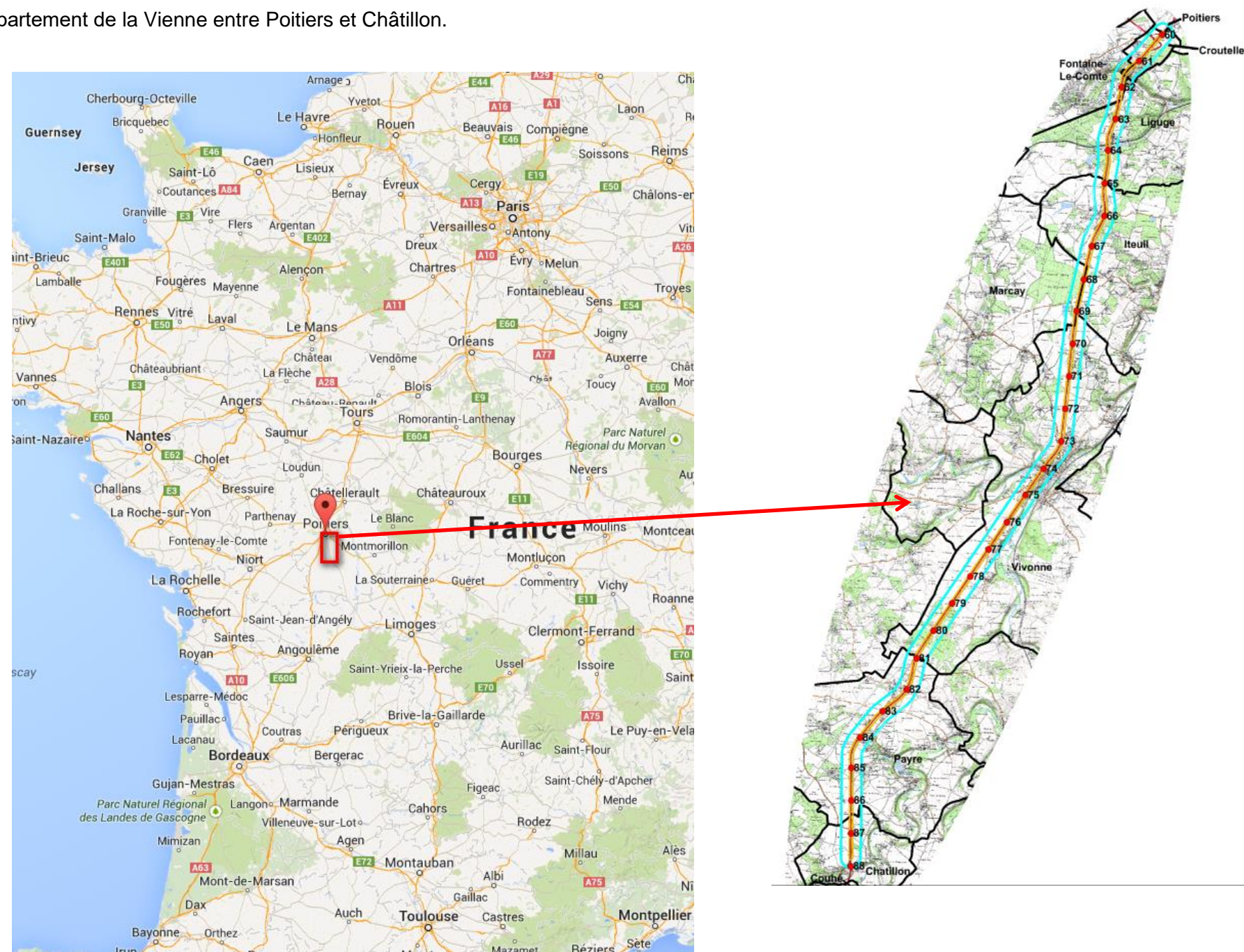


Figure 1: Secteur d'étude



Le programme d'aménagement se découpe en trois secteurs principaux :

- Le secteur de Croutelle avec le réaménagement de l'échangeur de Ligugé - RN10/RD611 ;
- Les trois carrefours au nord de Vivonne : secteur Ruffigny - Vivonne ;
- Les trois carrefours au sud de Vivonne : secteur Vivonne - Les Minières - Châtillon.



## 1.2. HISTORIQUE DU PROJET

L'aménagement à 2x2 voies de la RN10 entre Poitiers et Angoulême avait fait l'objet d'une DUP en date du 15 juin 1999 avec une durée de validité de 10 ans. La totalité des travaux, initialement envisagés, n'a pu être réalisée dans le délai de validité.

Une nouvelle DUP est aujourd'hui nécessaire sur la base d'un programme d'actions prioritaires en adéquation avec les capacités de financement mobilisables.

Dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 2015-2020, l'opération a été inscrite pour une première tranche de travaux de 16 millions d'euros, financée à 100 % par l'Etat.

La Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer (DGITM) / Direction des Infrastructures de Transport (DIT) a ainsi adressé au préfet de région par courrier du 18 février 2013 une commande stratégique pour cette opération.

La Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (DIR Atlantique) pilote l'opération et réalise les études techniques.

La réalisation des études environnementales, d'impact, de l'évaluation socio-économique, du dossier de concertation et du dossier d'enquête préalable à la DUP a été confiée au bureau d'étude VERDI (COMPETENCES I.S) en septembre 2013.

Après l'étude de plusieurs variantes, la DIR Atlantique a lancé une concertation de type L300-2 du code de l'urbanisme afin de consulter le public et recueillir ses observations.

Une première réunion de concertation avait eu lieu le 20 mars 2012 entre la DIR Atlantique et les élus de la Communauté de Communes Vivonne et Clain afin de présenter l'état d'avancement des réflexions, les contraintes et un échéancier sommaire de réalisation de l'opération. A cette occasion, il avait été acté le fait que tous les aménagements initialement envisagés (DUP de 1999) ne pourraient pas être réalisés et qu'il était nécessaire de définir un projet réalisable en dégagant des priorités.

Une réunion de préparation à la concertation type L300-2 a été tenue en Préfecture de Poitiers le 24 juin 2014 avec l'ensemble des élus du secteur concerné pour présenter l'état d'avancement des études réglementaires, pour détailler les variantes préférentielles proposées à la concertation locale (type L300-2 du code de l'urbanisme) et ainsi s'accorder sur les modalités pratiques de la concertation du public.

Les modalités pratiques retenues ont été les suivantes :

- La concertation s'est tenue du 12 novembre au 12 décembre 2014 : le dossier présentant le projet et un registre de concertation ont été mis à disposition du public dans les mairies situées le long de la RN10 dans le secteur du projet, ainsi que sur le site internet de la DIR Atlantique) ;
- Trois réunions publiques ont été organisées en novembre 2014 dans les communes de Croutelle, Vivonne et Iteuil.

Suite à cette concertation, la DGITM/DIT a adressé au préfet de région par courrier en date du 27 octobre 2015 une lettre de commande du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique validant la variante préférentielle pour chaque secteur et fixant le coût plafond de l'opération à 33,5 M€ TTC :

- Secteur Croutelle – Ligugé : mise à 2x2 voies de la RN 10 au droit de Croutelle avec une reconfiguration totale de l'échangeur de Ligugé ;
- Secteur Ruffigny – Vivonne : fermeture des carrefours plans avec création d'un échangeur complet au niveau de la RD 95 et maintien de la sortie vers la ZA de l'Anjouinière dans le sens sud/nord ;



- Secteur Vivonne – Les Minières : fermeture des carrefours plans avec création d'un échangeur complet au sud du carrefour « Les routiers / RD 27 ». Les bretelles des aires de repos des Brandes de Cercigny et des Vieilles Etables sont par ailleurs maintenues.

Cette opération s'inscrit ainsi dans l'objectif d'amélioration de la sécurité, mais aussi de mise aux normes environnementales en intégrant la mise en place de dispositifs de traitement des eaux et des protections phoniques nécessaires.

### 1.3. LES OBJECTIFS DE L'OPERATION

Les enjeux globaux de l'opération sont les suivants :

- L'amélioration de la sécurité :
  - o Par la suppression des carrefours à niveau (suppression des traversées de la RN10 à 2x2 voies et suppression ou mises aux normes des bretelles d'accès maintenues), moyennant leur report sur des points d'échanges aménagés existants ou à créer, par l'intermédiaire de voies de substitution ;
  - o Par la mise à 2x2 voies de la RN10 à Croutelle sur 1 km environ avec réaménagement de l'échangeur de Ligugé avec la RD611, section résiduelle à 2x1 voie accidentogène, aménagement qui améliorera également les conditions de circulation des usagers ;
- La mise aux normes environnementales des trois secteurs par des aménagements de traitements des eaux.

La procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est requise pour ce projet. Elle intervient car les travaux prévus sont réalisés sur des espaces où le maître d'ouvrage n'est pas assuré de la maîtrise foncière.

### 1.4. LES CARACTERISTIQUES DU PROJET

#### 1.4.1. ECHANGEUR DE CROUTELLE - LIGUGE RN10/RD611

L'opération sur cette section consiste principalement en la mise à 2x2 voies de la RN10 et par conséquent le réaménagement de l'échangeur entre la RN10 et la RD611.

Il s'agit de la portion de RN10 encore en « bi-directionnelle » sur environ 1 km au niveau de l'échangeur dit « de Croutelle ».

Les mouvements d'échanges entre la RN10 et la RD611 sont complexes dans leur configuration existante et les caractéristiques géométriques sont éloignées des normes de conception routière actuelles.

L'ouvrage d'art existant de l'échangeur dimensionné pour une route bi-directionnelle devra être démoli.

Le projet prévoit :

- La mise à 2x2 voies par élargissement de la RN 10 sur la section bi-directionnelle résiduelle ;
- La création d'un giratoire à 5 branches à l'est de la RN10 raccordant la RD 611, les nouvelles bretelles d'entrée et sortie de la RN10 dans le sens Angoulême-Poitiers et la route de Virolet ;
- La création d'un passage supérieur immédiatement au sud de l'ouvrage actuel avec l'objectif de limiter les emprises de l'aménagement ;

- La reconfiguration de la bretelle d'entrée de la RN10 dans le sens Poitiers-Angoulême ;
- La réalisation de dispositifs d'assainissement : réseau de collecte, ouvrages de rétention et traitement des eaux des bassins versants routiers de l'échangeur ;
- La mise en œuvre de mesures environnementales : aménagement paysager, haies, clôtures.

Cette configuration répond aux règles de conception des infrastructures routières, en limitant les impacts sur le milieu naturel (foncier et environnement). S'agissant d'un secteur situé en entrée d'agglomération, la vitesse maximale autorisée sera maintenue à 90 km/h sur ce nouveau secteur aménagé.

#### Caractéristiques géométriques principales :

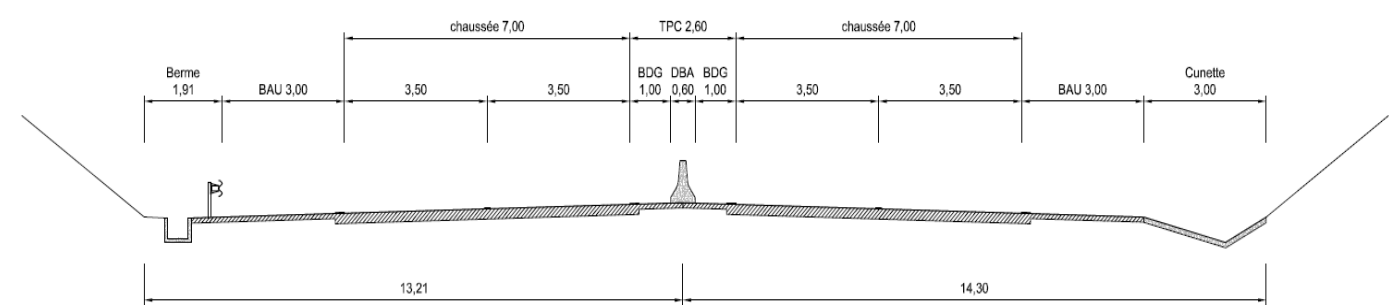
- Création d'un ouvrage d'art (passage supérieur) d'une travée de 26 m environ ;
- Création d'un giratoire, de 20 à 25 m de rayon, avec 7 m de chaussée ;
- Les caractéristiques des voies de rétablissement seront adaptées à leur usage et à la nature des trafics circulant sur ces voies.

Caractéristiques géométriques principales

Création d'un ouvrage d'art (passage supérieur) d'une travée de 26m environ.  
Création d'un giratoire de 20 à 25 m de rayon avec 7 m de chaussée.  
Les caractéristiques des voies de rétablissement seront adaptées à leur usage et à la nature des trafics circulant sur ces voies.

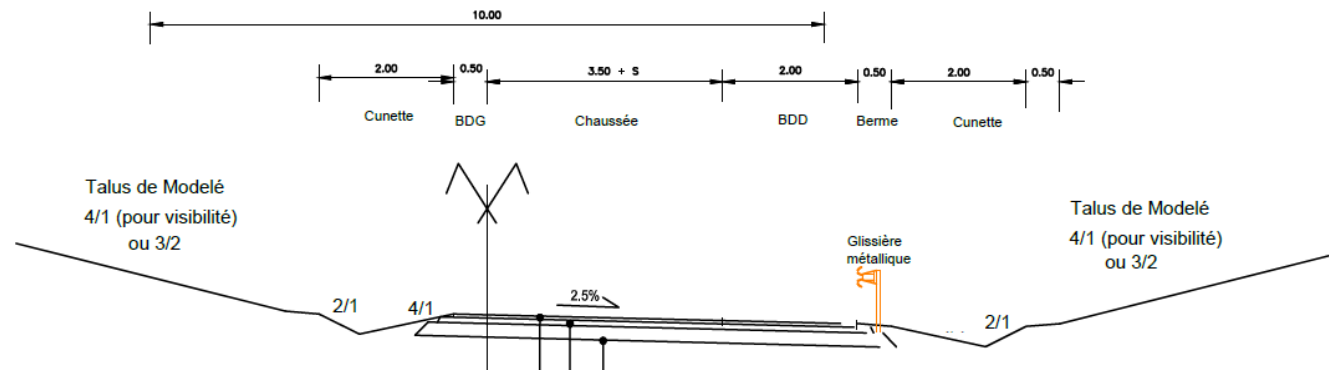
Profil en travers type de la section courante de la RN 10 mise à 2x2 voies

Profil en travers type RN 10 au niveau de l'ouvrage d'art



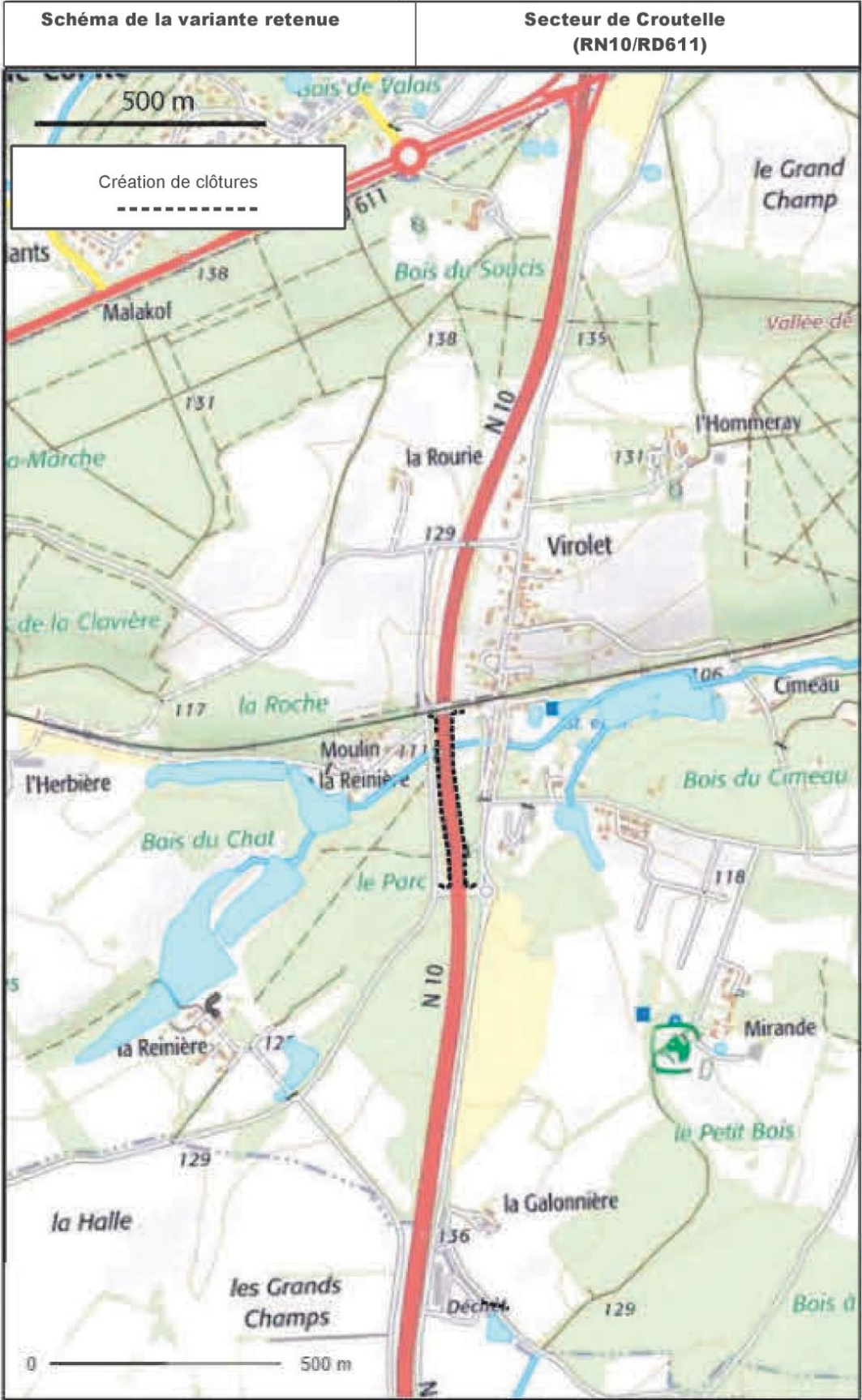
Profil en travers types des bretelles

Bretelle unidirectionnelle





Les schémas ci-après présentent le tracé indicatif du projet décrit ci-avant.



## 1.4.2. CARREFOURS NORD VIVONNE : SECTION RUFFIGNY-VIVONNE

Ce secteur, compris entre l'échangeur de Ruffigny et celui de Vivonne-Nord, comporte trois carrefours à niveau avec des caractéristiques géométriques non adaptées à un statut de route express et préjudiciable à la sécurité routière : carrefour de Corneboeuf, carrefour de Marçay (RD95) et carrefour de l'Anjouinière. La plateforme de la RN10 est déjà calibrée à 2x2 voies.

L'opération consiste principalement à :

- Réduire le nombre de points d'échanges en supprimant tout carrefour à niveau afin d'améliorer les conditions de sécurité ;
- Réutiliser de manière optimale les voies existantes en rétablissement ;
- Préserver une desserte locale satisfaisante en particulier de la zone d'activité de l'Anjouinière.

La route interceptée la plus importante est la RD95, située au carrefour médian de ce secteur. Ce carrefour présente un positionnement privilégié pour la création d'un échangeur dénivelé avec la RN 10.

Le projet prévoit :

- La fermeture des carrefours à niveau de Corneboeuf et de l'Anjouinière ;
- La création d'un échangeur complet au niveau de la RD95 par suppression du carrefour à niveau existant. L'échangeur comporte un passage supérieur, 4 bretelles, 2 giratoires et des voies de rétablissement avec la voirie locale ;
- La création d'itinéraires de substitution et le recalibrage des voiries existantes parallèles à la RN10, permettant de rabattre le trafic local vers le nouvel échangeur créé ;
- Le maintien de la sortie de la RN10 vers la zone d'activités de l'Anjouinière dans le sens Angoulême-Poitiers, avec mise aux normes de cette bretelle, et la fermeture de l'entrée sur la RN10 depuis cette même zone d'activités ;
- La réalisation de dispositifs d'assainissement : réseau de collecte et ouvrages de rétention, et traitement des eaux des bassins versants routiers de l'échangeur ;
- La mise en œuvre de mesures environnementales : aménagement paysager, haies, clôtures.

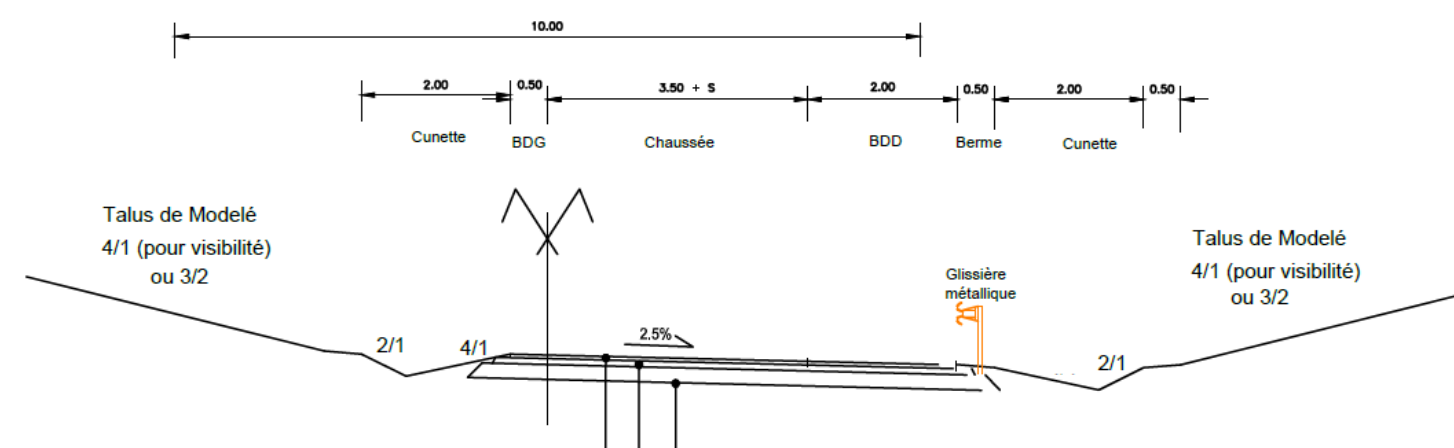
Au droit du nouvel échangeur, le tracé géométrique de la section courante de la RN10 (tracé en plan, profil long et profil en travers) n'est pas modifié par le projet. Sur le secteur Ruffigny - Vivonne, la vitesse limite autorisée sera relevée à 110 km/h en cohérence avec les caractéristiques de l'infrastructure réaménagée.

La suppression des carrefours plans nécessite des travaux d'adaptation de la RN 10 :

- Transformation des tourne-à gauche en terre-plein central en bande dérasée de gauche ;
- Transformation des bretelles situées en rive en bande d'arrêt d'urgence ;
- Reprise de signalisation, dispositifs de retenue, assainissement (fossés enherbés).

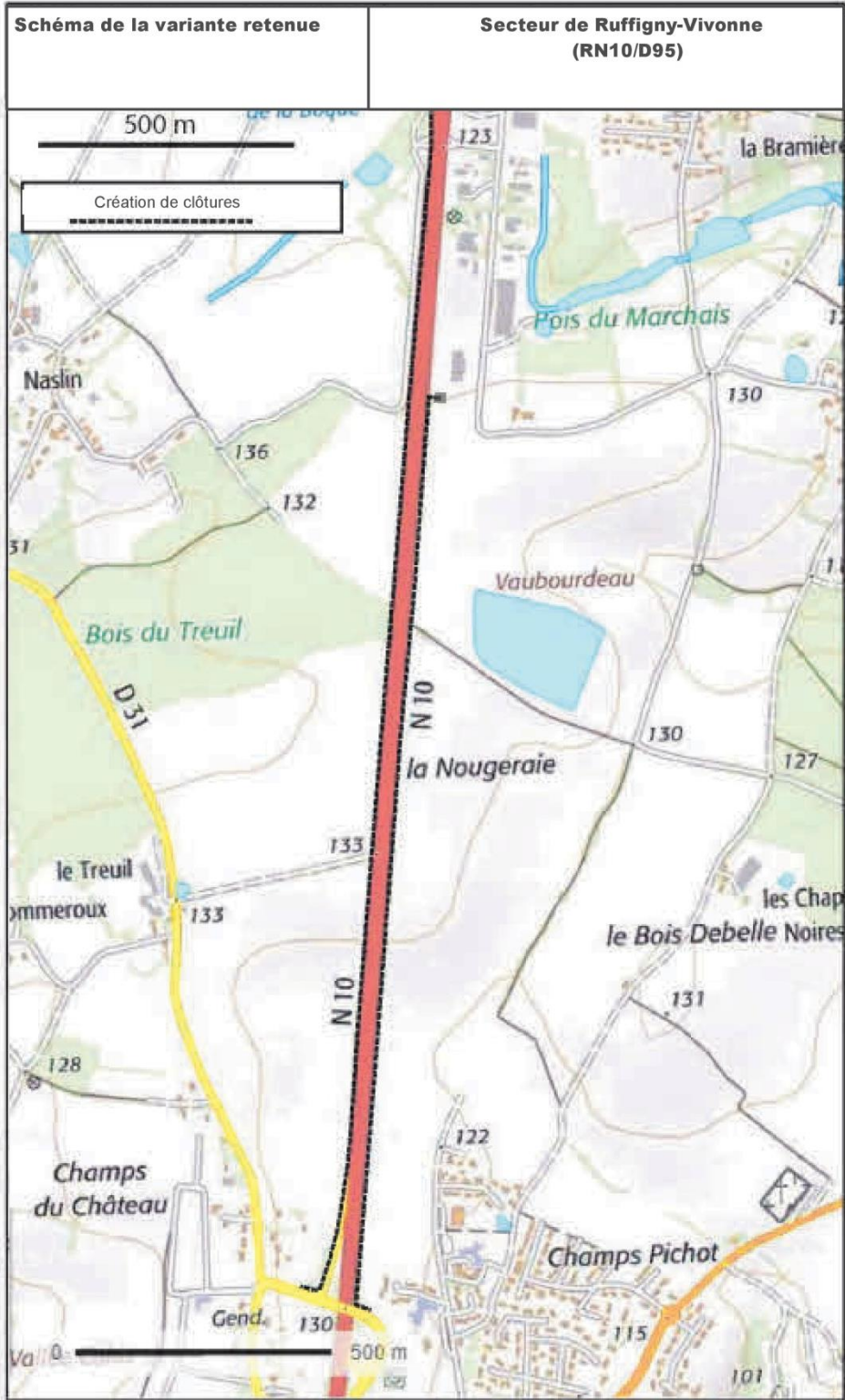
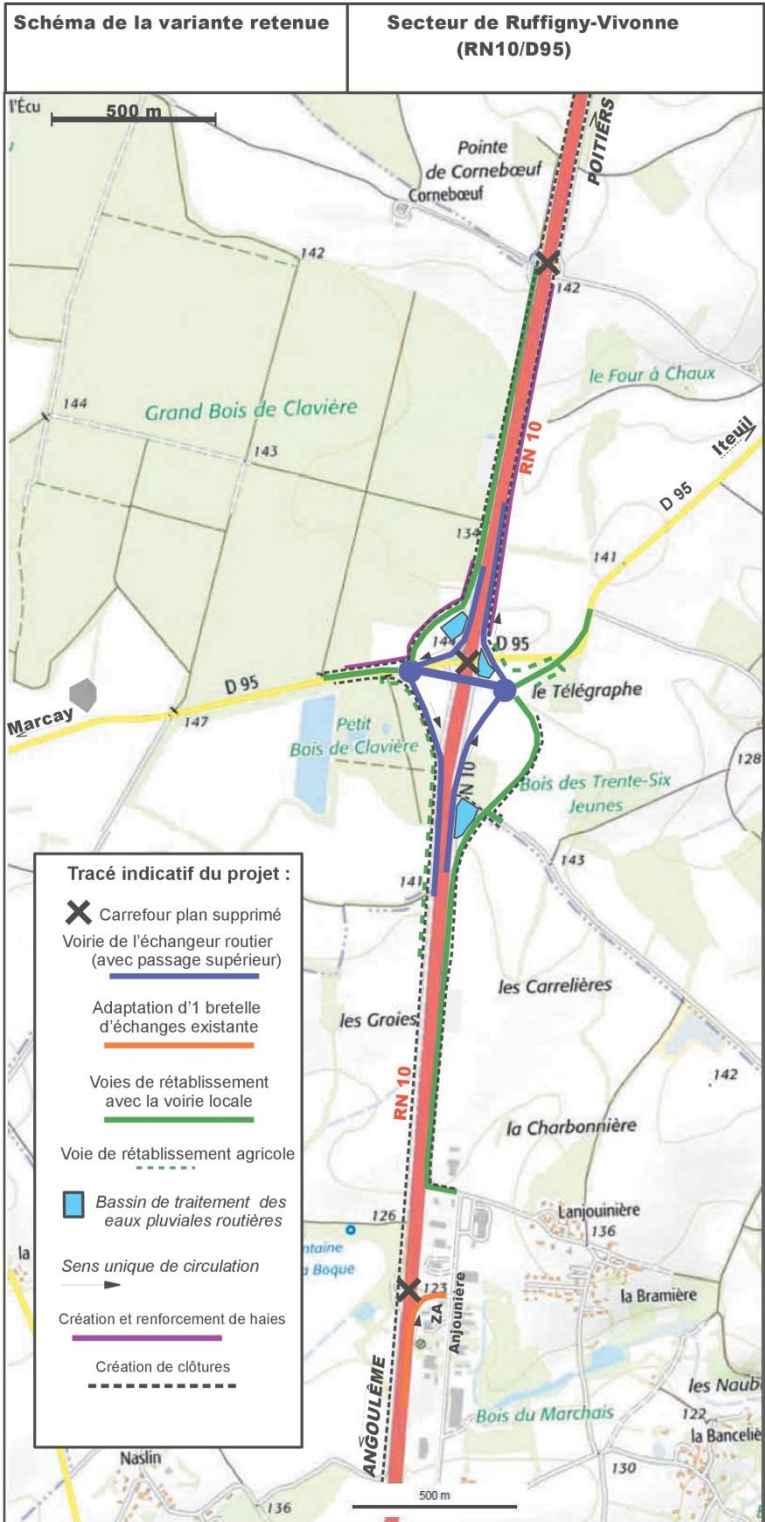
Profil en travers type des bretelles

### Bretelle unidirectionnelle





Les schémas ci-après présentent le tracé indicatif du projet décrit ci-avant.





### 1.4.3. CARREFOURS SUD DE VIVONNE : SECTION VIVONNE - LES MINIERES – CHATILLON

Ce secteur, compris entre l'échangeur de Vivonne-Sud et celui des Minières, comporte trois carrefours à niveau avec des caractéristiques géométriques non adaptées à un statut de route express et préjudiciable à la sécurité routière : carrefour « Les Routiers » sur la (RD27), carrefour des Groies du Peu et carrefour des Vieilles Étables. La plateforme de la RN10 est déjà calibrée à 2x2 voies.

L'opération consiste principalement à :

- Réduire le nombre de points d'échanges en supprimant tout carrefour à niveau afin d'améliorer les conditions de sécurité ;
- Réutiliser de manière optimale les voies existantes en rétablissement ;
- Préserver une desserte locale satisfaisante en particulier pour le restaurant « Les Routiers » qui capte une clientèle poids lourds de la RN10.

La route interceptée la plus importante est la RD 27.

Le projet prévoit :

- La fermeture du carrefour au niveau de « Les Routiers » sur la RD27, et ceux des Groies du Peu et des Vieilles Étables ;
- La création d'un échangeur complet au sud du carrefour « Les Routiers » (RD27). L'échangeur comporte un passage supérieur, 4 bretelles, 2 giratoires et des voies de rétablissement avec la voirie locale. De par sa position sur le secteur, ce nouvel échangeur permet une desserte de l'ensemble des activités économiques locales : restaurant « Les Routiers », centre pénitentiaire, exploitations agricoles, etc.
- La création d'itinéraires de substitution et le recalibrage des voiries existantes parallèles à la RN10, permettant de rabattre le trafic local vers le nouvel échangeur créé ;
- Le maintien et la mise aux normes des bretelles d'entrée et sortie de l'aire des Vieilles Étables dans le sens Angoulême-Poitiers ;
- La réalisation de dispositifs d'assainissement : réseau de collecte et ouvrages de rétention, et traitement des eaux des bassins versants routiers de l'échangeur ;
- La mise en œuvre de mesures environnementales : aménagement paysager, haies, clôtures.

Au droit du nouvel échangeur, le tracé géométrique de la section courante de la RN10 (tracé en plan, profil long et profil en travers) n'est pas modifié par le projet. Sur le secteur Vivonne - Les Minières, la vitesse limite autorisée sera relevée à 110 km/h en cohérence avec les caractéristiques de l'infrastructure réaménagée.

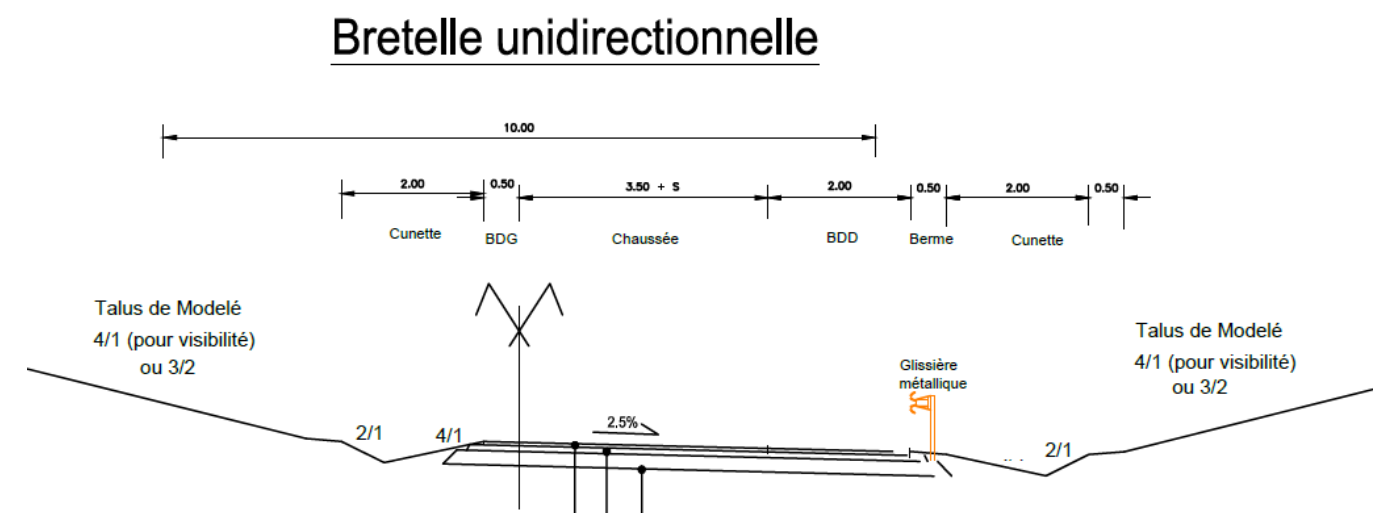
La suppression des carrefours plans nécessite des travaux d'adaptation de la RN10 :

- Transformation des tourne-à gauche en terre-plein central en bande dérasée de gauche ;
- Transformation des bretelles situées en rive en bande d'arrêt d'urgence ;
- Reprise de signalisation, dispositifs de retenue, assainissement (fossés enherbés).

Caractéristiques géométriques principales :

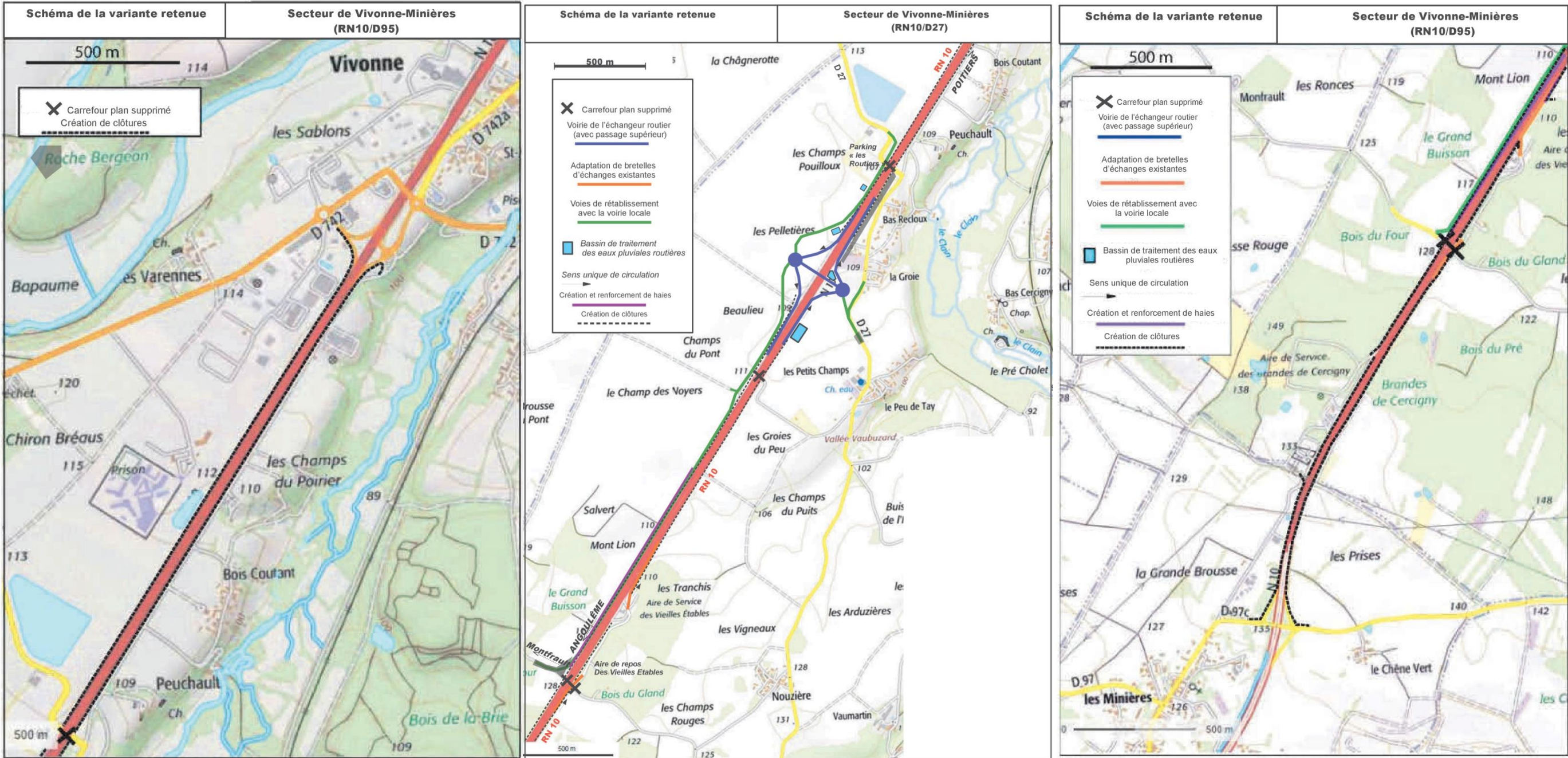
- Création d'un ouvrage d'art (passage supérieur) composé de deux travées de 23 m environ ;
- Création de deux giratoires de 20 à 25 m de rayon avec 7 m de chaussée.

*Profil en travers type des bretelles*





Les schémas ci-après présentent le tracé indicatif du projet décrit ci-avant.





## 2. CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE

Le présent dossier concerne l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet de mise en sécurisation de la RN10 entre Poitiers et Châtillon. La DUP nécessite que le projet soit compatible avec les documents d'urbanisme des communes sur lesquelles il s'implante. La mise en compatibilité concerne plus précisément les communes disposant d'un PLU.

Le réaménagement de l'échangeur de Ligugé- RN10/RD611 concerne les communes de Fontaine-Le-Comte, Croutelle et Ligugé. La mise en compatibilité porte sur les PLU/PLUi actuellement en vigueur.

La Communauté Urbaine du Grand Poitiers est compétente pour les documents d'urbanisme de ces 3 communes :

- PLUi du Grand Poitiers pour Croutelle et Fontaine-le-Comte ;
- PLU de Ligugé.

L'enquête publique préalable à la DUP porte, en conséquence, tant sur l'utilité publique des travaux que sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme. Cette dernière consiste à modifier les éléments écrits dans le document d'urbanisme et à mettre en cohérence les documents graphiques avec l'opération déclarée d'utilité publique.

**La présente pièce vise donc à mettre le Plan Local d'Urbanisme de Ligugé en compatibilité avec le projet de sécurisation de la RN 10 entre Poitiers et Châtillon.**

### 2.1. MODALITES DE MISE EN COMPATIBILITE

Deux textes ont récemment modifiés le code de l'urbanisme et sont applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 :

- L'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme (Règles générales d'aménagement et d'urbanisme de la partie législative) ;
- Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme (Règles générales d'aménagement et d'urbanisme de la partie réglementaire) et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme.

Les modalités de mise en compatibilité du document d'urbanisme dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique sont indiquées aux articles L153-54 à L153-59 et R153-14 du code de l'urbanisme.

L'article L153-54 stipule qu'une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme, ne peut intervenir que si :

- L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;
- Les dispositions pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de la commune (ou de l'EPCI compétent) et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L132-9. Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est également invité lorsque l'EPCI est compétent.

### 2.1.1. L'EXAMEN CONJOINT PAR L'ENSEMBLE DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES AVANT L'OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Dans le principe, les dispositions proposées par le Maître d'Ouvrage pour assurer la mise en compatibilité du PLU avec la DUP doivent avoir fait l'objet d'un examen conjoint de : l'Etat, la commune ou l'EPCI compétent, la Région, le Département, le syndicat mixte du SCoT, l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains, EPCI compétente en PLH, les chambres consulaires et le cas échéant, des organismes de gestion des parcs naturels régionaux.

Cet examen conjoint a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique sous la forme d'une réunion. Les communes ou groupements compétents peuvent recueillir l'avis de tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacements (article R.132-5 du code de l'urbanisme).

Le préfet est également tenu de consulter pour avis les organismes compétents en cas :

- de réduction des espaces agricoles,
- d'aménagement ou réduction des espaces forestiers,
- d'atteinte à la valeur agronomique, biologique ou économique en zone agricole protégée, en application des articles L.112-1 et suivants du code rural.

### 2.1.2. L'AVIS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

À l'issue de l'enquête publique, le dossier de mise en compatibilité du PLU avec la DUP est soumis pour avis au conseil Communautaire. Le dossier soumis au conseil Communautaire est composé du dossier de mise en compatibilité du PLU, du rapport et des conclusions de la commission d'enquête, du procès-verbal de la réunion relatif à l'examen conjoint de l'ensemble des personnes publiques concernées. Le conseil Communautaire dispose d'un délai de deux mois pour donner son avis. À défaut, ce dernier est considéré comme favorable.

### 2.1.3. L'AVIS DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES SITES

Cet avis est inutile dans le cas présent.

### 2.1.4. L'AVIS DE LA CDPENAF

Selon l'article 25 de la LAAAF (loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt), codifié à l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) peut être consultée sur toute question relative à la suppression de surfaces agricoles et forestières, notamment dans le cadre d'élaboration ou d'évolution des documents d'urbanisme. Elle peut aussi demander à être consultée pour tout projet ou tout projet d'évolution du document d'urbanisme portant sur des communes qui ne sont pas comprises dans le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé après promulgation de la LAAAF.

La commune de Ligugé est comprise dans le périmètre du SCoT du Seuil Poitou (porté par le SMASP - Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou) qui a été approuvé le 11 février 2020.

### 2.1.5. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La loi sur la protection de la Nature du 10 juillet 1976 introduit l'idée de respect des préoccupations d'environnement au sein des documents d'urbanisme. Le rapport de présentation comporte dès lors un état initial de l'environnement et prend en compte sa préservation.



Au 12 décembre 2000, la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) et ses décrets d'application introduisent le principe d'équilibre entre l'aménagement urbain et la préservation, la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers. Le rapport de présentation permet de cette façon d'évaluer « *les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur* » au titre de l'article R.123-2 du code de l'urbanisme modifié par décret du 27 mars 2001.

La directive européenne de juin 2001, transposée en droit français par l'ordonnance du 3 juin 2004, le décret du 27 mai 2005 (ainsi que la circulaire du 6 mars 2006), soumettent, au titre de l'article L.121-10 du code de l'urbanisme, certains documents d'urbanisme à évaluation environnementale. Il s'agit notamment des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) remplissant certaines conditions relatives à l'importance de la commune, l'ampleur des projets d'aménagement, susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'Annexe II de cette directive.

Le PLUi comporte une évaluation environnementale au titre de l'article L.121-10 du code de l'urbanisme en vigueur au moment de l'élaboration du PLUi.

Dans le cas présent, la mise en compatibilité n'emporte pas les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L153-31 du code de l'urbanisme.

**Un dossier d'examen cas par cas a été déposé auprès de la DREAL Nouvelle-Aquitaine, service instructeur de la Mission régionale de l'autorité environnementale. Le présent dossier de mise en compatibilité n'est pas soumis à évaluation environnementale. Cet avis est annexé à la présente pièce.**

## 2.1.6. LES EFFETS DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique, le plan local d'urbanisme ne peut faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité (article L153-56 du code de l'urbanisme).

A l'issue de l'enquête publique, la communauté Urbaine du Grand Poitiers émet un avis, réputé favorable s'il n'est pas émis dans un délai de deux mois (article L153-57 du code de l'urbanisme).

L'arrêté de DUP emportera la mise en compatibilité du document d'urbanisme. L'opposabilité des modifications apportées au PLU sera effective après accomplissement des mesures de publicité prévues par le code de l'urbanisme.

## 2.2. CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE

La mise en compatibilité consiste en effet à apporter les modifications strictement nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement dans les diverses pièces composant le dossier de PLU (cf. L.151-1 à L151-3 du Code de l'Urbanisme), à savoir :

1. Un rapport de présentation (L.151-4) ;
2. Un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) (L.151-5) ;
3. Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), dans les conditions prévues aux articles L.151-6 à L151-7 ;
4. Un règlement (écrit et graphique) (L.151-8) ;
5. Les annexes (L.151-43).

**L'analyse de la compatibilité du projet avec le PLU de Ligugé porte sur les pièces du rapport de présentation (surfaces d'EBC), du PADD, du règlement, des planches graphique de zonage et des OAP. Ces différentes pièces sont décrites en suivant.**

### 2.2.1. RAPPORT DE PRESENTATION

Le rapport de présentation, en s'appuyant sur un diagnostic territorial, explique les choix retenus pour établir le PADD, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement. Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et doit justifier les objectifs compris dans le PADD au regard des objectifs de consommation de l'espace.

Le rapport de présentation peut contenir des informations à actualiser.

### 2.2.2. PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

Le PADD définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

### 2.2.3. REGLEMENT ECRIT

Le règlement est le document essentiel du PLU puisqu'il fixe les règles applicables aux différentes zones en déterminant leur constructibilité.

S'il n'est pas compatible, le règlement nécessite d'être modifié comme indiqué en rouge sur fond gris au paragraphe « Règlement après mise en compatibilité ».

### 2.2.4. REGLEMENT GRAPHIQUE

Les documents graphiques permettent, à travers des plans, de visualiser :

- Les différentes zones du PLU : zone urbaine (habitat, activités), zone naturelle et zone agricole ;
- Les autres outils réglementaires : emplacements réservés, Espaces Boisés Classés (EBC), marges de recul...

### 2.2.5. ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) par quartier ou secteur définissent les conditions d'aménagement garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone, notamment en entrée de ville. Les OAP garantissent la cohérence des projets d'aménagement et de construction avec le projet d'aménagement et de développement durables.

Elles portent au moins sur (article R 151-8 du code de l'urbanisme) :

- 1° La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;
- 2° La mixité fonctionnelle et sociale ;
- 3° La qualité environnementale et la prévention des risques ;
- 4° Les besoins en matière de stationnement ;
- 5° La desserte par les transports en commun ;
- 6° La desserte des terrains par les voies et réseaux.

## 2.2.6. EMBLEMENTS RESERVES (ER)

En application des articles L. 151-41 et R. 151-34 du code de l'urbanisme, le règlement peut délimiter des zones spéciales inscrites dans le PLU au titre d'emplacements réservés pour voies, ouvrages publics, installations d'intérêt général et espaces verts.

Prévue pour accueillir la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'intérêt général, la création d'un emplacement réservé permet :

- de planifier la localisation des équipements ;
- d'annoncer, d'identifier et de localiser le projet correspondant tout en désignant le bénéficiaire ;
- d'empêcher, dans un périmètre où doivent être réalisés des équipements publics, toute construction ou occupation du sol qui compromettrait la réalisation du projet.

La création d'un emplacement réservé n'affecte pas la propriété des biens immeubles qui y sont situés. Le bénéficiaire ne devient pas propriétaire de l'emplacement réservé. Le propriétaire du terrain sur lequel se situe l'emplacement réservé bénéficie d'un droit de délaissement.

La superficie d'un emplacement réservé est déterminée par l'emprise nécessaire à la réalisation des équipements projetés.

La liste des emplacements réservés et des localisations d'équipements ou ouvrages publics ou d'intérêt général précise les caractéristiques des équipements projetés, ainsi que les bénéficiaires de chaque servitude.

Si le document d'urbanisme n'en prévoit pas pour le projet, un nouvel emplacement réservé doit être créé et ajouté à la liste des emplacements réservés de la commune. Il peut également s'agir de la mise à jour d'un emplacement réservé existant.

## 2.2.7. ESPACES BOISES CLASSES (EBC)

Les Espaces Boisés Classés (EBC) constituent une catégorie particulière d'espaces boisés protégés par le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, au titre de l'article L.113-1 du code de l'urbanisme.

Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Lorsqu'une surface d'un Espace Boisé Classé se trouve incluse dans le périmètre d'un emplacement réservé, celle-ci doit donc être déclassée. Le plan de zonage du PLU est à mettre à jour en conséquence ainsi que la liste des emplacements réservés.

## 2.2.8. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE (SUP)

Les servitudes d'utilité publique sont des limitations administratives au droit de propriété, instituées par l'autorité publique dans un but d'utilité publique. Les SUP s'imposent aux documents d'urbanisme.

Le code de l'urbanisme distingue 4 catégories (articles L.151-43 et R.151-51):

- les servitudes relatives à la conservation du patrimoine : patrimoine naturel, culturel et sportif ;
- les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements : énergie, mines et carrières, canalisations, communications, télécommunications ;
- les servitudes relatives à la défense nationale ;
- les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publique.

## 2.2.9. CONCLUSION

Au terme de la procédure, la Déclaration d'Utilité Publique emporte approbation des nouvelles dispositions du PLU.



### 3. OBJET DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE LIGUGE

Lorsque les dispositions du PLU d'une commune traversée ne permettent pas la réalisation d'une opération déclarée d'utilité publique, elles doivent être revues pour être mises en compatibilité avec celle-ci.

De fait, la mise en compatibilité d'un PLU a pour seul objet de permettre la réalisation de l'opération dont la déclaration d'utilité publique est envisagée. S'agissant d'un équipement public d'infrastructure, elle peut se traduire par la création d'un emplacement réservé dans les zones intéressées par le projet ou par la modification de l'emplacement réservé existant, et par une adaptation en conséquence de toutes les dispositions concernées par l'inscription dans les documents d'urbanisme de l'opération en question.

Cette mise en compatibilité peut également avoir pour effet de déclasser certains Espaces Boisés Classés à l'intérieur des emplacements réservés pour le projet, afin de permettre les opérations de défrichement nécessaires.

Le PLU de la commune de Ligugé concerné par le projet a été approuvé le 13 décembre 2012. La communauté urbaine du Grand Poitiers est responsable de ses évolutions au titre de ses compétences obligatoires.

Il a fait l'objet des mises à jour et modifications suivantes :

- 18 mars 2014 : Mise à jour des annexes et servitudes (MAJ1) ;
- 23 novembre 2015 : Mise à jour des annexes et servitudes (MAJ2) ;
- 25 mai 2018 : Mise à jour des annexes et des servitudes (MAJ3) ;
- 28 juin 2018 : Modification simplifiée n°1 (MS1) ;
- 27 septembre 2019 : Modification n°1 (M1) ;
- 30 septembre 2019 : Mise à jour des annexes et servitudes (MAJ4).

Le projet concerne les zones et règlements suivants :

- **A : zone agricole ;**
- **N : zone naturelle et forestière ;**
- **Uh : zone urbaine caractérisée par un tissu composé d'activités industrielles, artisanales, tertiaires et commerciales.**

Le projet intercepte un espace boisé classé.

Le projet intercepte l'emplacement réservé n°11 intitulé « aménagement du carrefour entre la RN10 et la RN11 », d'une surface de 54 300 m².

La compatibilité du projet avec les pièces du PLU est analysée dans la partie suivante.

### 4. ANALYSE DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLU DE LIGUGE

#### 4.1. ANALYSE DU RAPPORT DE PRESENTATION

Au sein du rapport de présentation, dans le Titre II « choix retenus pour établir le PADD. Motifs de la délimitation des zones, des règles applicables et des orientations d'aménagement et de programmation », partie C « Bilan des superficies du PLU » (p201), un tableau contenant les surfaces totales d'EBC de la communes est présent. Cette superficie est amenée à évoluer, compte tenu de la suppression de surface d'EBC envisagée par l'opération de 0.165 ha.

**Une mise en compatibilité est donc nécessaire avec ces parties du rapport de présentation afin d'actualiser la surface totale d'EBC.**

#### 4.2. ANALYSE DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

En répondant aux enjeux et aux besoins mis en lumière par le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la commune de Ligugé traite des thèmes suivants, sans priorité mais plutôt en constante interaction les uns avec les autres :

- 1 Organiser le développement de la commune en lien avec son identité propre
- 2 Accueillir de nouvelles populations et répondre à ses besoins (logements, équipements, commerces)
- 3 S'inscrire dans une échelle élargie du territoire (environnement, transport notamment)
- 4 Préserver, valoriser le patrimoine historique, paysager et bâti du territoire
- 5 Conforter le tissu économique existant tout en tenant compte des risques et contraintes d'urbanisation

Le tableau suivant présente les orientations qui concernent le secteur de projet. Les autres thématiques ne concernent donc pas le projet.

Chapitre	Sous-chapitre	Mise en sécurité de la RN10
<b>1 Organiser le développement de la commune en lien avec son identité propre</b>	Maîtriser les entrées de bourg et de commune	L'emplacement du projet est à proximité d'une entrée de bourg. Les haies prévues en accompagnement du projet le long des bretelles de l'échangeur favorisent une meilleure qualité visuelle du secteur. Ces haies seront denses (2 lignes), stratifiées et composées d'essences variées et locales. De plus, les surfaces temporairement mobilisées pour les travaux seront remises en état.
<b>3 S'inscrire dans une échelle élargie du territoire (environnement, transport notamment)</b>	Appréhender la commune dans son contexte environnemental et paysager global	Le projet, à travers sa mise aux normes environnementales favorise le maintien des échanges et des fonctionnalités biologiques (périodes de travaux adaptées, réduction des emprises chantier, mise en place d'une gestion écologique sur les délaissés, grillage à faune, renforcement du maillage de haies...).
	Prévoir la mise en place des projets structurants	Cette orientation est principalement à destination de la LGV. Toutefois, la création de l'échangeur sur le secteur Ligugé-Fontaine-Le-Comte constitue également un projet

		structurant dans le sens où il contribue à l'amélioration de la circulation et de la sécurisation d'une liaison régionale mais également à la desserte locale et à la fluidité du trafic.
	Porter une vigilance particulière à la ressource en eau	<p>Le projet, à travers sa mise aux normes environnementales prévoit :</p> <p>En phase travaux, des mesures sont prévues pour éviter les risques de pollutions accidentelles des eaux et sol, à travers la gestion des eaux de ruissellement et des déchets.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- En phase de fonctionnement, le système de gestion des eaux pluviales prévu par le projet permet de renouveler et améliorer l'existant. Les effets induits sont à la fois quantitatifs (gestion du débit de ruissellement des eaux pluviales) et qualitatifs (préservation de la ressource en eau et diminution des nuisances et des impacts sur les milieux).</li></ul>
4 Préserver, valoriser le patrimoine historique, paysager et bâti du territoire	Participer à la préservation, la mise en valeur du patrimoine paysager et développer le tourisme	<p>La création du projet, à travers les aménagements paysagers végétalisés doit engendrer une certaine amélioration du cadre paysager au niveau de l'échangeur. De plus, le projet tient compte du patrimoine présent ou potentiel, en localisant les travaux en dehors des zones identifiées au titre du patrimoine bâti et archéologique.</p> <p>Enfin, l'amélioration de la desserte locale et régionale peut bénéficier à l'activité Touristique (accessibilité du secteur, amélioration des conditions de circulation, sécurisation).</p>

De même, le **projet ne nécessite pas de modification de l'article A 13.**

**ARTICLE A 13 - OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIÈRE DE RÉALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, ET DE PLANTATIONS**

1. Tout arbre abattu doit être remplacé.
2. Des écrans paysagés doivent être réalisés pour préserver les paysages environnants.

En effet, l'important linéaire de haies plantées (sur l'ensemble du projet) compense les arbres abattus dans le cadre du projet (comprenant les **EBC** et **arbres isolés**). Les haies, multi-stratifiées comprennent des arbres de hautes tiges d'essences locales. Pour l'échangeur Crouelle-Ligugé la longueur approximative est d'environ 600 m pour la bretelle Nord-est et 550 m pour la bretelle Sud-est.

La figure suivante présente un schéma de principe de plantation des haies le long des bretelles Est de l'échangeur.



*Remarque : A noter que le petit délaissé localisé à l'Est du giratoire pourrait faire l'objet de plantation d'un petit bosquet paysager.*

- **Zone N : modification des articles N1, N2 et N11**

**Le projet ne nécessite pas de modification de l'article N 13, pour les raisons présentées ci-avant.**

**ARTICLE N 13 OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIÈRE DE RÉALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, ET DE PLANTATIONS**

1. Les arbres existants doivent être conservés, sauf nécessité motivée d'abattage. Tout arbre abattu doit être remplacé.
2. Une arborisation périphérique devra être réalisée.
3. Les aires de stationnement extérieures doivent être plantées d'au moins un arbre de haute tige pour 100 m² de superficie affectée à cet usage.

- **Zone Uh : modification des articles Uh2 et Uh11**

**Le projet ne nécessite pas de modification de l'article Uh 13, pour les raisons présentées ci-avant.**

**ARTICLE Uh 13 OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIÈRE DE RÉALISATION D'ESPACES LIBRES, ET DE PLANTATIONS**

1. Les arbres existants doivent être conservés, sauf nécessité motivée d'abattage. Tout arbre abattu doit être remplacé.
2. Des écrans paysagés doivent être réalisés pour préserver les paysages environnants.
3. Les espaces libres - c'est-à-dire les espaces non consommés par les constructions, les aires de stationnement en surface, les aires de stockage et les circulations des véhicules - doivent être traités en espaces paysagés. Il est exigé au moins un arbre de haute tige pour 100 m² d'espaces libres.
4. Les aires de stationnement extérieures comportant plus de 4 emplacements doivent être plantées, à raison d'au moins un arbre de haute tige pour 80 m² de superficie affectée à cet usage.

**Le projet ne remet pas en cause l'économie générale du PADD du PLU de Ligugé. Le PADD ne doit pas faire l'objet d'une évolution dans le cadre de la mise en compatibilité.**

**4.3. ANALYSE DU REGLEMENT**

Le projet concerne les zones et règlements suivants :

- **A : zone agricole**
- **N : zone naturelle et forestière**
- **Uh : zone urbaine caractérisée par un tissu composé d'activités industrielles, artisanales, tertiaires et commerciales.**

Le règlement nécessite la **mise en compatibilité des zones et articles suivants** :

- **Zone A : modification des articles A1, A2 et A11** (aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords). Le projet ne nécessite pas de modification de l'article A11, partie 2.1.2 - Les haies seront constituées par des plantations d'essences locales variées car les haies prévues dans le cadre du projet seront traitées de la façon suivante :

Les essences plantées seront celles présentes dans les haies et boisements du secteur et des essences locales (aucune espèce exotique du type Chêne d'Amérique, Chêne des marais, Fusain du Japon, Cyprés, Cupressus, Renouée du Japon, Baccharis, Herbe de la pampa, Laurier, Robinier, ...). La fourniture de végétaux sauvages d'origine locale pourra se faire dans le cadre de la démarche de filière de production garantie, portée notamment par la fédération des conservatoires botaniques nationaux. Les essences seront variées : Cornouiller sanguin, Noisetier, Prunelier, Troène, Fusain d'Europe, Erable champêtre, Charme, Chêne sessile, Merisier...



5. Dans tous les cas, les conifères sous forme de haies tels que les cupressus, thuyas, etc..., les haies de lauriers palmes, les végétaux invasifs de type robinier, érable negundo, ailanthe, buddleia, etc... sont proscrits.

#### 4.4. ANALYSE DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le projet ne se situe pas dans un des deux secteurs d'OAP de la commune de Ligugé. Il n'est donc pas nécessaire de faire une mise en compatibilité.

#### 4.5. ANALYSE DES EMPLACEMENTS RESERVES (ER)

Un emplacement réservé existe (n°11) actuellement sur le PLU de la commune de Ligugé pour le projet faisant l'objet du présent dossier de Déclaration d'Utilité Publique. Cet emplacement correspond pour partie au présent projet. Il doit être mis à jour. L'emplacement réservé modifié a une surface totale de 97 177 m².

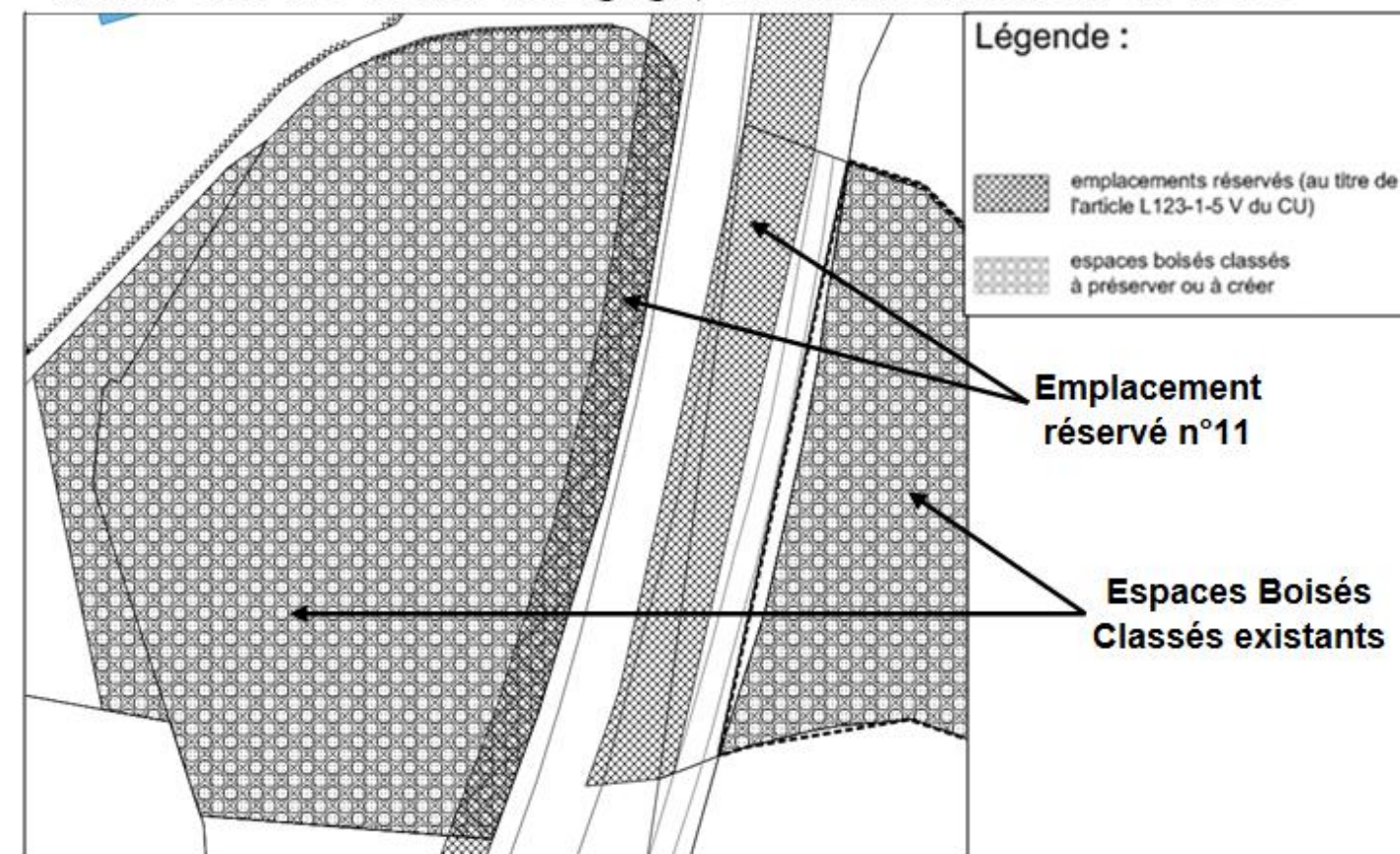
La mise en compatibilité du PLU de Ligugé dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique du projet de mise aux normes en faveur de la sécurité et de l'environnement de la RN10 consiste par conséquent à mettre à jour cet emplacement réservé n°11 dans la liste des ER existants.

#### 4.6. ANALYSE DES ESPACES BOISES CLASSES (EBC)

Le projet intercepte un espace boisé classé, au niveau de la partie sud de l'échangeur. L'EBC est impacté à hauteur de 1650 m² (en rouge sur la seconde figure ci-après) sur surface totale d'EBC de 47 600 m².

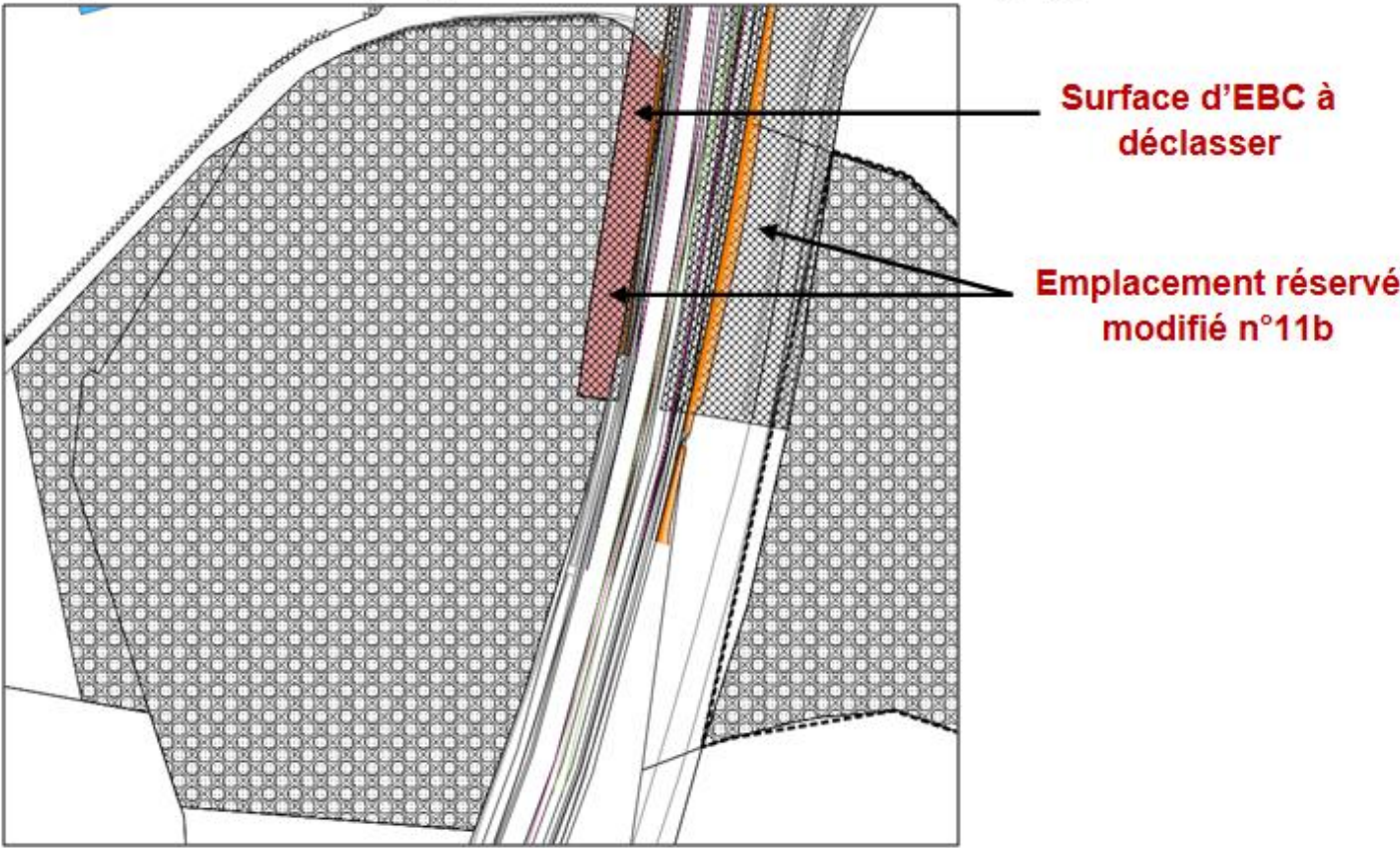
Pour permettre la réalisation du projet, l'Espace Boisé Classé doit être déclassé sur la surface des zones d'emprises concernées. En effet, le classement en Espace Boisé Classé rend impossible les défrichements nécessaires à la réalisation de tout nouvel aménagement.

#### Extrait du PLU actuel de Ligugé, avant modification de l'EBC



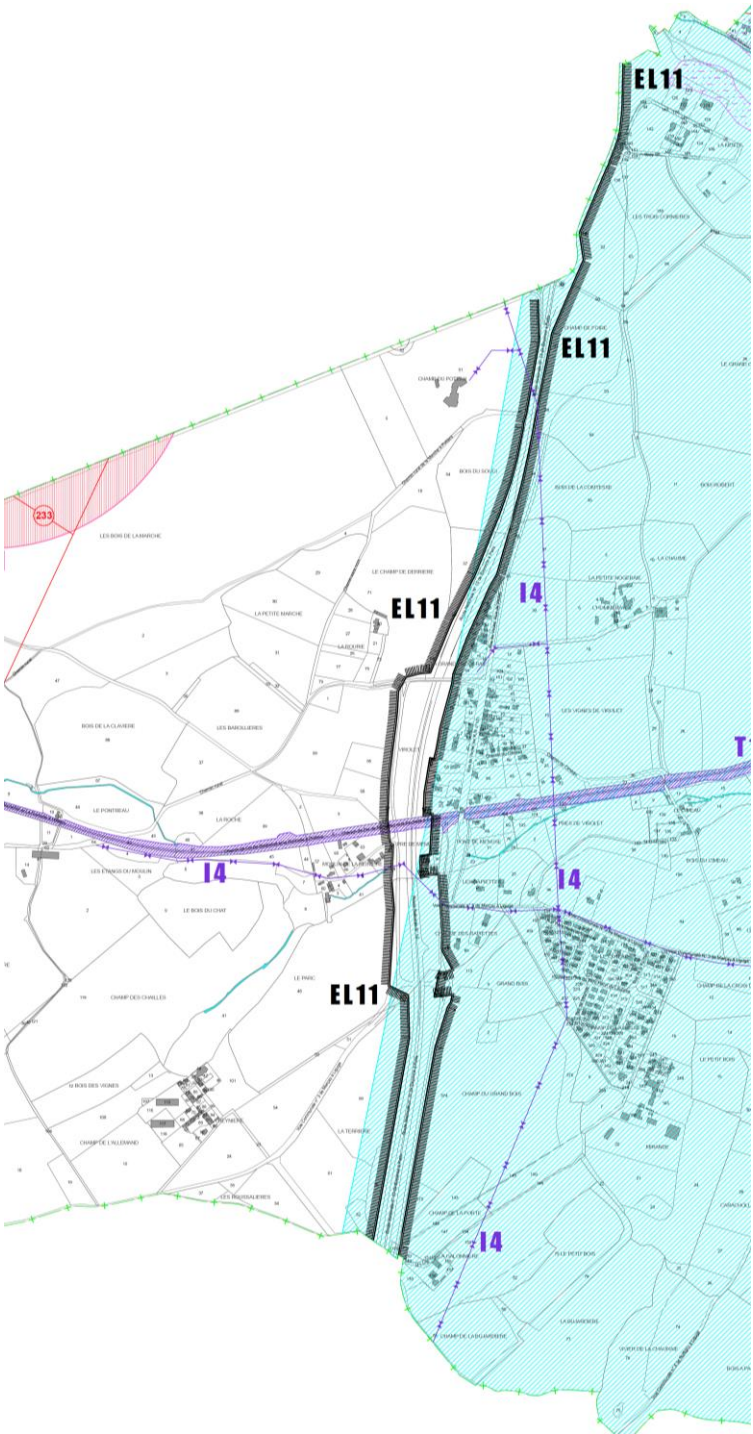
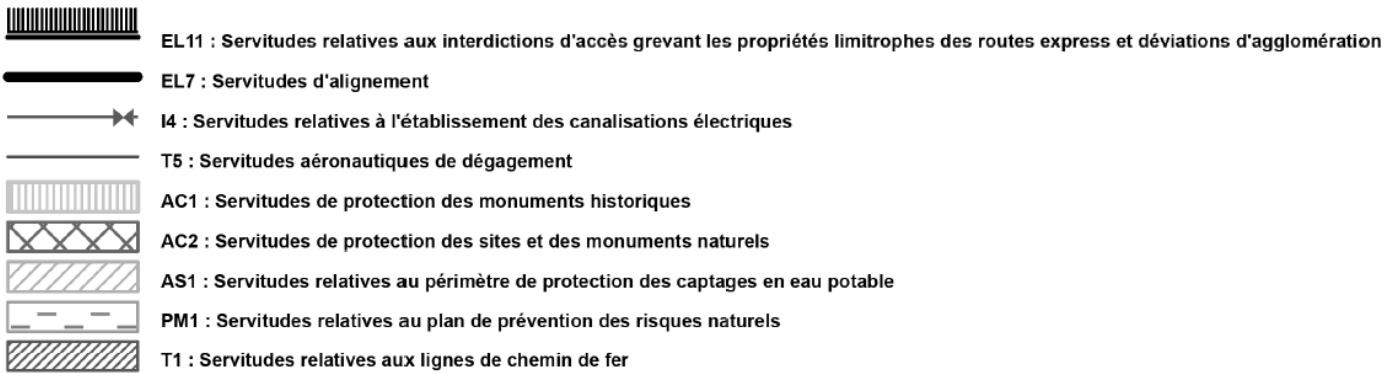


Implantation du projet sur le PLU modifié de Ligugé



4.7. SITUATION DU PROJET VIS-A-VIS DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

La figure ci-dessous présente l'extrait du plan des servitudes d'utilité publique du PLU de Ligugé au niveau de la zone de projet.



Les servitudes d'utilité publique affectant l'emprise du projet sont les suivantes :

- EL 11 : Protection des routes express. Cette servitude est « relative aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et déviations d'agglomérations ».
- I4 : Ligne électrique (ligne > 90 Kv)

Le projet prend en compte la réglementation induite par la présence du périmètre de protection éloignée du captage de Saint-Benoît. Le projet respectera les dispositions induites par ces servitudes qui ne remettent pas en cause par ailleurs la mise en œuvre du projet tel qu'il est prévu.



## 4.8. CONCLUSION SUR LA COMPATIBILITE

Le rapport de présentation (tableau des surfaces d'EBC), le plan zonage, le règlement et la liste des emplacements réservés, doivent être mis en compatibilité.

## 5. MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE LIGUGE

Dans un premier temps les dispositions actuelles du PLU sont présentées, puis en suivant les dispositions modifiées. Les modifications portent sur le rapport de présentation, le règlement, le plan de zonage et la liste des emplacements réservés. Les modifications sont indiquées en rouge gras sur fond gris.

### 5.1. RAPPORT DE PRESENTATION

Au sein du rapport de présentation, dans le Titre II « choix retenus pour établir le PADD. Motifs de la délimitation des zones, des règles applicables et des orientations d'aménagement et de programmation », partie C « Bilan des superficies du PLU » (p201), le tableau suivant contenant les surfaces totales d'EBC de la communes est présent. Cette superficie est amenée à évoluer, compte tenu de la suppression de surface d'EBC envisagée par l'opération, entraînant la modification du tableau.

La superficie impactée étant de 1 650 m<sup>2</sup>, soit 0,165 ha. La nouvelle surface d'EBC est donc arrondie à **734 ha**.

PLU			Ancien POS		
ZONE	SUPERFICIE (en hectares)	Total PLU (en hectares)	ZONE	SUPERFICIE(en hectares)	Total POS (en hectares)
Ua	17,51	Total U 190	UB	16,16	Total U et ZAC 198
Ub	140,51		UC	6,65	
Uh	31,61		UD	86,25	
			UD2	6,32	
			UDC	0,74	
			UDRI	5,67	
			UDRM	0,81	
			UH1	5,60	
			UH2	11,67	
			UX	37,42	
			ZAC du Chillou	20,42	
AUa	11,68	Total à urbaniser 45	NAA	22,45	Total à urbaniser 99
AUb	7,83		NAS	36,87	
AUh	25,83		NAAH	31,71	
			NASH	5,07	
			NAB	2,76	
A	862,88	Total A 897	NC	697,25	Total NC 702
secteur Ae	34,21		NCE	5,05	
N	1 096,29	Total N 1 153	NB	27,96	Total N 1 286
secteur Nl	19,05		NBC	5,66	
secteur Ne	21,82		NB2	8,74	
secteur Nq	10,25		ND	1 181,97	
secteur Nj	5,57		NDD	0,46	
			NDE	18,09	
			NDJ	5,56	
			NDL	21,34	
			NDRT	16,35	
Total	Base plan cadastral	2 285	Total	Base plan cadastral	2 285
Espaces Boisés Classés		734	Espaces Boisés Classés		725

## 5.2. REGLEMENT

La mise en compatibilité du règlement du PLU porte sur la modification des zones et articles suivants :

- Zone A, plus précisément les articles A1, A2, A11 ;
- Zone N, plus précisément les articles N1, N2 et N11 ;
- Zone Uh, plus précisément les articles Uh2 et Uh11.

Le reste du règlement écrit du PLU demeure inchangé.

### 5.2.1. REGLEMENT DE LA ZONE AGRICOLE A

#### 5.2.1.1. PLU ACTUEL

##### CARACTERE DE LA ZONE A

La zone A caractérise des espaces de la commune utilisés par l'activité agricole et ponctués par quelques constructions, destinées à l'exploitation agricole.

Le secteur Ae correspond aux espaces très peu urbanisés (écarts, lieux dits, maisons isolées) appartenant à des tiers non agriculteurs.

Les règles énoncées ci-dessous pour la zone A, sont essentiellement destinées :

- A préserver et valoriser des espaces présentant un potentiel agronomique, biologique ou économique ainsi que le paysage qui leur est attaché ;
- A maîtriser le développement des hameaux et écarts correspondant aux secteurs Ae.

##### ARTICLE A1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol qui ne sont pas visées à l'article A 2 ci-dessous ainsi que les constructions susceptibles de créer ou de subir des nuisances, autres que les aménagements, constructions et installations liés aux infrastructures ferroviaires (altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et éléments toxiques...).

##### ATTENTION :

Il est nécessaire de consulter le Plan de Prévention des Risques présenté dans la chemise 7e1 intitulée « Servitudes d'Utilité Publique » du présent dossier de PLU afin de déterminer, au sein de la Zone A, quels secteurs sont concernés par les dispositions réglementaires du Plan de Prévention des Risques.

Rappel pour les secteurs concernés par le P.P.R. :

Parmi l'ensemble des dispositions réglementaires (celles du PLU et celles du P.P.R), c'est la règle la plus contraignante qui s'applique.

##### ARTICLE A2 – OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Sont admis :

1. Les constructions et installations nécessaires aux exploitations agricoles.
2. Les constructions à destination d'habitation nécessaires aux exploitations agricoles sous réserve qu'elles soient implantées dans la limite d'un rayon maximal de 100 mètres à partir de l'exploitation

principale (construction ou installation affectée aux activités agricoles), sauf impossibilité liée à la configuration de l'exploitation, à la topographie, à l'organisation économique ou sociale de l'exploitation ou à des exigences sanitaires.

3. Les travaux sur les constructions existantes interdites à l'article A 1 sous réserve qu'ils ne génèrent pas de surface de plancher.
4. Le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés sur les documents graphiques et listés dans le rapport de présentation en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, sous réserve que les modifications apportées :
  - Ne compromettent pas l'exploitation agricole,
  - Respectent les principales caractéristiques des bâtiments,
  - Soient destinées à de l'habitation, à des bureaux, et/ou des gîtes ruraux.
5. Dans les **secteurs Ae, en particulier**, les extensions mesurées (30% maximum de la surface de plancher existante à la date du PLU approuvé) et les changements de destination des constructions existantes sous réserve que les activités ne nuisent pas au caractère agricole du secteur.  
Les annexes à l'habitat ne dépassant pas une surface de plancher de 30m<sup>2</sup>, ainsi que les piscines sont admises sous réserve qu'elles ne soient pas implantées à plus de 20 mètres de l'habitation principale.
6. Les exhaussements et affouillements du sol sous réserve qu'ils soient strictement nécessaires à l'exploitation agricole et aux infrastructures ferroviaires.
7. Les constructions et installations en infrastructure ou superstructure, d'utilité publique ou nécessaires à l'exploitation d'un service d'intérêt général, sous réserve d'une bonne intégration dans le site. Ces réserves ne s'appliquent pas aux services ferroviaires.

*Remarque : le projet n'est pas concerné par la réglementation des clôtures.*

## **ARTICLE A 11 ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT DE LEURS ABORDS**

### **1. ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS**

#### **1.1 Généralités**

Les constructions doivent s'intégrer harmonieusement aux lieux avoisinants ainsi qu'aux paysages environnants (article R111-21 du code de l'urbanisme), à l'exception de celles liées aux services publics ferroviaires.

La réalisation de constructions, y compris pour les maisons individuelles, d'expression architecturale contemporaine est possible, en particulier par l'usage de matériaux nouveaux de qualité et par le dessin de formes nouvelles avec un souci de cohérence et l'intégration par rapport aux lieux environnants.

L'inscription du projet dans une démarche contemporaine permettra aussi de mieux intégrer la spécificité de l'architecture bioclimatique en accompagnement d'une meilleure prise en compte du développement durable.

Les volumes et colorations des bâtiments d'exploitation s'intégreront à l'environnement naturel de la zone rurale. Une attention particulière sera apportée à la qualité des matériaux, à leur pérennité, à leur coloration et à leur capacité d'intégration à l'environnement dans une perception rapprochée ou lointaine.

Les constructions annexes à l'exploitation et à l'habitation devront présenter un aspect en cohérence avec les constructions existantes et s'insérer dans le paysage environnant : les façades présenteront des bardages de couleur neutre de tonalité moyenne ou sombre et des matériaux adaptés à l'environnement.

#### **1.2 Bâtiments anciens en pierre**

Les bâtiments anciens faisant l'objet de restauration ou de réhabilitation, devront respecter les spécificités architecturales d'origine.

Leur restauration devra favoriser l'utilisation et la mise en œuvre de matériaux d'origine. Les travaux à effectuer sur ces constructions ne doivent pas porter atteinte à l'homogénéité de la composition urbaine ni aux caractéristiques historiques de la construction.

##### **1.2.1 Toitures**

Les toitures devront être restaurées avec leurs matériaux originels /identiques à ceux d'origine, dans la mesure du possible.

##### **1.2.2 Façades**

Les ouvertures créées ou modifiées dans une maçonnerie ancienne devront s'intégrer harmonieusement à l'existant.

Les pierres de taille et chaînages en brique doivent être conservés apparents, sans être enduits ni peints, ni sablés à sec afin de conserver leur aspect de surface.

Les enduits sur murs en moellons seront d'une couleur ton pierre de pays, affleurants et sans surépaisseur.

Les génoises existantes seront conservées en l'état ou reprises si nécessaire.

#### **1.3 Extensions de bâtiments**

Les extensions de bâtiments devront présenter une volumétrie simple qui s'intégrera harmonieusement à la construction existante.

Lorsqu'une extension présente une continuité architecturale avec le bâtiment ancien, elle devra respecter les règles énoncées au paragraphe 1.2.

Le choix d'une extension d'architecture contemporaine est autorisé ; dans ce cas, cette extension devra veiller à ne pas dénaturer le bâtiment ancien auquel elle se rattache.

### **2. AMÉNAGEMENT DES ABORDS DES CONSTRUCTIONS**

#### **2.1. Clôtures**

2.1.1. Les murs en moellons existants doivent être conservés, sauf nécessité motivée d'accès ou de démolition, et faire l'objet d'un entretien par le propriétaire.

2.1.2. Les haies seront constituées par des plantations d'essences locales variées.

2.1.3. Ces règles de clôtures ne s'appliquent pas aux constructions et installations liées aux services publics ferroviaires.



### 5.2.1.2. PLU APRES MISE EN COMPATIBILITE

#### CARACTERE DE LA ZONE A

La zone A caractérise des espaces de la commune utilisés par l'activité agricole et ponctués par quelques constructions, destinées à l'exploitation agricole.

Le secteur Ae correspond aux espaces très peu urbanisés (écarts, lieux dits, maisons isolées) appartenant à des tiers non agriculteurs.

Les règles énoncées ci-dessous pour la zone A, sont essentiellement destinées :

- A préserver et valoriser des espaces présentant un potentiel agronomique, biologique ou économique ainsi que le paysage qui leur est attaché ;
- A maîtriser le développement des hameaux et écarts correspondant aux secteurs Ae ;

Toute occupation ou utilisation du sol non soumise à des conditions particulières conformément à l'article A2 est interdite.

#### ARTICLE A1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol qui ne sont pas visées à l'article A 2 ci-dessous ainsi que les constructions susceptibles de créer ou de subir des nuisances, autres que les aménagements, constructions et installations liés aux infrastructures ferroviaires **et à la RN 10** (altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et éléments toxiques...).

#### **ATTENTION :**

Il est nécessaire de consulter le Plan de Prévention des Risques présenté dans la chemise 7e1 intitulée « Servitudes d'Utilité Publique » du présent dossier de PLU afin de déterminer, au sein de la Zone A, quels secteurs sont concernés par les dispositions réglementaires du Plan de Prévention des Risques.

#### Rappel pour les secteurs concernés par le P.P.R. :

Parmi l'ensemble des dispositions réglementaires (celles du PLU et celles du P.P.R), c'est la règle la plus contraignante qui s'applique.

#### ARTICLE A2 – OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Sont admis :

1. Les constructions et installations nécessaires aux exploitations agricoles.
2. Les constructions à destination d'habitation nécessaires aux exploitations agricoles sous réserve qu'elles soient implantées dans la limite d'un rayon maximal de 100 mètres à partir de l'exploitation principale (construction ou installation affectée aux activités agricoles), sauf impossibilité liée à la configuration de l'exploitation, à la topographie, à l'organisation économique ou sociale de l'exploitation ou à des exigences sanitaires.
3. Les travaux sur les constructions existantes interdites à l'article A 1 sous réserve qu'ils ne génèrent pas de surface de plancher.
4. Le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés sur les documents graphiques et listés dans le rapport de présentation en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, sous réserve que les modifications apportées :
  - Ne compromettent pas l'exploitation agricole,

- Respectent les principales caractéristiques des bâtiments,
- Soient destinées à de l'habitation, à des bureaux, et/ou des gîtes ruraux.

5. Dans les secteurs Ae, en particulier, les extensions mesurées (30% maximum de la surface de plancher existante à la date du PLU approuvé) et les changements de destination des constructions existantes sous réserve que les activités ne nuisent pas au caractère agricole du secteur.

Les annexes à l'habitat ne dépassant pas une surface de plancher de 30m<sup>2</sup>, ainsi que les piscines sont admises sous réserve qu'elles ne soient pas implantées à plus de 20 mètres de l'habitation principale.

6. Les exhaussements et affouillements du sol sous réserve qu'ils soient strictement nécessaires à l'exploitation agricole, **ainsi qu'à la réalisation d'aménagements liés à la RN10, à son exploitation et à son entretien**, et aux infrastructures ferroviaires.

7. Les constructions et installations en infrastructure ou superstructure, d'utilité publique ou nécessaires à l'exploitation d'un service d'intérêt général, sous réserve d'une bonne intégration dans le site. Ces réserves ne s'appliquent pas aux services ferroviaires.

#### ARTICLE A 11 ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT DE LEURS ABORDS

##### 1. ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS

###### **1.1 Généralités**

Les constructions doivent s'intégrer harmonieusement aux lieux avoisinants ainsi qu'aux paysages environnants (article R111-21 du code de l'urbanisme), à l'exception de celles liées aux services publics ferroviaires.

La réalisation de constructions, y compris pour les maisons individuelles, d'expression architecturale contemporaine est possible, en particulier par l'usage de matériaux nouveaux de qualité et par le dessin de formes nouvelles avec un souci de cohérence et l'intégration par rapport aux lieux environnants.

L'inscription du projet dans une démarche contemporaine permettra aussi de mieux intégrer la spécificité de l'architecture bioclimatique en accompagnement d'une meilleure prise en compte du développement durable.

Les volumes et colorations des bâtiments d'exploitation s'intégreront à l'environnement naturel de la zone rurale. Une attention particulière sera apportée à la qualité des matériaux, à leur pérennité, à leur coloration et à leur capacité d'intégration à l'environnement dans une perception rapprochée ou lointaine.

Les constructions annexes à l'exploitation et à l'habitation devront présenter un aspect en cohérence avec les constructions existantes et s'insérer dans le paysage environnant : les façades présenteront des bardages de couleur neutre de tonalité moyenne ou sombre et des matériaux adaptés à l'environnement.

###### **1.2 Bâtiments anciens en pierre**

Les bâtiments anciens faisant l'objet de restauration ou de réhabilitation, devront respecter les spécificités architecturales d'origine.

Leur restauration devra favoriser l'utilisation et la mise en oeuvre de matériaux d'origine. Les travaux à effectuer sur ces constructions ne doivent pas porter atteinte à l'homogénéité de la composition urbaine ni aux caractéristiques historiques de la construction.

### 1.2.1 Toitures

Les toitures devront être restaurées avec leurs matériaux originels /identiques à ceux d'origine, dans la mesure du possible.

### 1.2.2 Façades

Les ouvertures créées ou modifiées dans une maçonnerie ancienne devront s'intégrer harmonieusement à l'existant.

Les pierres de taille et chaînages en brique doivent être conservés apparents, sans être enduits ni peints, ni sablés à sec afin de conserver leur aspect de surface.

Les enduits sur murs en moellons seront d'une couleur ton pierre de pays, affleurants et sans surépaisseur.

Les génoises existantes seront conservées en l'état ou reprises si nécessaire.

### 1.3 Extensions de bâtiments

Les extensions de bâtiments devront présenter une volumétrie simple qui s'intégrera harmonieusement à la construction existante.

Lorsqu'une extension présente une continuité architecturale avec le bâtiment ancien, elle devra respecter les règles énoncées au paragraphe 1.2.

Le choix d'une extension d'architecture contemporaine est autorisé ; dans ce cas, cette extension devra veiller à ne pas dénaturer le bâtiment ancien auquel elle se rattache.

## 2. AMÉNAGEMENT DES ABORDS DES CONSTRUCTIONS

### 2.1. Clôtures

2.1.1. Les murs en moellons existants doivent être conservés, sauf nécessité motivée d'accès ou de démolition, et faire l'objet d'un entretien par le propriétaire.

2.1.2. Les haies seront constituées par des plantations d'essences locales variées.

2.1.3. Ces règles de clôtures ne s'appliquent pas aux constructions et installations liées aux services publics ferroviaires **ni à celles situées aux abords de la RN10.**

### 5.2.1. REGLEMENT DE LA ZONE N

#### 5.2.1.1. PLU ACTUEL

#### CARACTERE DE LA ZONE N

La zone N caractérise des espaces de la commune qui présentent une qualité et un intérêt paysager, une exploitation forestière ou un caractère naturel.

Elle correspond à certains espaces boisés de qualité, ainsi qu'aux espaces naturels d'intérêt écologique ou paysager (ZNIEFF, vallées de Monplaisir, de la Feuillante et de la Menuse).

Le secteur Ne correspond aux espaces très peu urbanisés (écarts, lieux dits, maisons isolées).

Le secteur N/ aux espaces destinés aux activités sportives et de loisirs, sanitaires et sociales, ou à des équipements d'intérêt général (équipements sportifs à l'est du bourg et à l'Est de l'Aumonerie, cimetière, la station d'épuration).

Le secteur Nj correspond aux jardins familiaux de la vallée de Monplaisir.

Le secteur Nq correspond au centre équestre de Mirande.

Les règles énoncées pour la zone N sont essentiellement destinées :

- A préserver et valoriser des espaces présentant un potentiel écologique et paysager, à limiter la constructibilité de ces zones ;
- A maîtriser le développement des hameaux et écarts correspondant aux secteurs Ne ;
- A permettre un bon déroulement des activités sportives et le maintien des équipements publics de la commune, tout en favorisant une bonne intégration des constructions, en secteurs Nl ;
- A permettre l'accueil des jardins familiaux avec abris de jardins tout en favorisant une bonne intégration des constructions, en secteur Nj ;
- A permettre le maintien de l'activité du centre équestre tout en favorisant une bonne intégration des constructions, en secteur Nq ;

### ARTICLE N1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol qui ne sont pas visées à l'article N 2 ci-dessous ainsi que les constructions susceptibles de créer ou de subir des nuisances, autres que les aménagements, constructions et installations liés aux infrastructures ferroviaires (altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et éléments toxiques...).

#### ATTENTION :

Il est nécessaire de consulter le Plan de Prévention des Risques présenté dans la chemise 7e1 intitulée « Servitudes d'Utilité Publique » du présent dossier de PLU afin de déterminer, au sein de la Zone N, quels secteurs sont concernés par les dispositions réglementaires du Plan de Prévention des Risques.

#### Rappel pour les secteurs concernés par le P.P.R. :

Parmi l'ensemble des dispositions réglementaires (celles du PLU et celles du P.P.R), c'est la règle la plus contraignante qui s'applique.

### ARTICLE N2 – OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Sont admis dans la zone et les différents secteurs :

1. Les aménagements directement liés et nécessaires à l'utilisation traditionnelle des ressources du milieu sous réserve qu'ils s'intègrent à l'espace environnant et que leur localisation soit rendue indispensable par des nécessités techniques ;
2. Les constructions et installations en infrastructure ou superstructure, d'utilité publique ou nécessaires à l'exploitation d'un service d'intérêt général, sous réserve d'une bonne intégration dans le site. Ces réserves ne s'appliquent pas aux services ferroviaires.
3. Les exhaussements et affouillements du sol sous réserve qu'ils soient strictement nécessaires aux infrastructures ferroviaires.



4. Dans les **secteurs Ne, en particulier**, les extensions mesurées (30% maximum de la surface de plancher existante à la date du PLU approuvé) et les changements de destination des constructions existantes sous réserve que les activités ne nuisent pas au caractère naturel du secteur.  
Les annexes à l'habitat ne dépassant pas une surface de plancher de 30m<sup>2</sup>, ainsi que les piscines sont admises sous réserve qu'elles ne soient pas implantées à plus de 20 mètres de l'habitation principale.
5. Dans les **secteurs NI, en particulier**, les constructions et occupations du sol affectées à des équipements sportifs et de loisirs, sanitaires et sociaux, sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte à l'espace naturel et qu'ils fassent l'objet d'une insertion paysagère.
6. Dans le **secteur Nj, en particulier**, les abris de jardins à condition qu'ils n'excèdent pas 6 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.
7. Dans le **secteur Nq, en particulier** :
  - Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes, y compris les piscines, à condition qu'elles soient liées ou nécessaires à la direction ou la surveillance des constructions et activités admises ;
  - Les autres constructions et installations à condition qu'elles soient nécessaires au fonctionnement du centre équestre ;
  - Les aires de stationnement, les aires de sports à condition qu'elles soient ouvertes au public et liées aux activités et constructions admises ;
  - L'aménagement et l'agrandissement sans changement de destination des constructions existantes à la date d'approbation du présent P.L.U., à condition que l'agrandissement n'excède pas 30% de la surface de plancher existante et qu'il n'y ait pas de création de logement nouveau ;

## **ARTICLE N 11 ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT DE LEURS ABORDS**

### **1. ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS**

#### **1.1 . Généralités**

Les constructions doivent s'intégrer harmonieusement aux lieux avoisinants ainsi qu'aux paysages environnants (article R111-21 du code de l'urbanisme), à l'exception de celles liées aux services publics ferroviaires.

La réalisation de constructions, y compris pour les maisons individuelles, d'expression architecturale contemporaine est possible, en particulier par l'usage de matériaux nouveaux de qualité et par le dessin de formes nouvelles avec un souci de cohérence et l'intégration par rapport aux lieux environnants.

L'inscription du projet dans une démarche contemporaine permettra aussi de mieux intégrer la spécificité de l'architecture bioclimatique en accompagnement d'une meilleure prise en compte du développement durable.

Les enduits sur murs autres que moellons sont obligatoires.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, ou agglomérés de ciment par exemple) est interdit.

Les constructions annexes et abris de jardin devront présenter un aspect en cohérence avec les constructions existantes et s'insérer harmonieusement dans le paysage environnant.

#### **1.2 Bâtiments anciens en pierre**

Les bâtiments anciens faisant l'objet de restauration ou de réhabilitation, devront respecter les spécificités architecturales d'origine.

Leur restauration devra favoriser l'utilisation et la mise en oeuvre de matériaux d'origine. Les travaux à effectuer sur ces constructions ne doivent pas porter atteinte à l'homogénéité de la composition urbaine ni aux caractéristiques historiques de la construction.

#### **1.2.1 Toitures**

Les toitures devront être restaurées avec leurs matériaux originels /identiques à ceux d'origine, dans la mesure du possible.

#### **1.2.2 Façades**

Les ouvertures créées ou modifiées dans une maçonnerie ancienne devront s'intégrer harmonieusement à l'existant.

Les pierres de taille et chaînages en brique doivent être conservés apparents, sans être enduits ni peints, ni sablés à sec afin de conserver leur aspect de surface.

Les enduits sur murs en moellons seront d'une couleur ton pierre de pays, affleurants et sans surépaisseur.

Les génoises existantes seront conservées en l'état ou reprises si nécessaire.

#### **1.3 Extensions de bâtiments**

Les extensions de bâtiments devront présenter une volumétrie simple qui s'intégrera harmonieusement à la construction existante.

Lorsqu'une extension présente une continuité architecturale avec le bâtiment ancien, elle devra respecter les règles énoncées au paragraphe 1.2.

Le choix d'une extension d'architecture contemporaine est autorisé ; dans ce cas, cette extension devra veiller à ne pas dénaturer le bâtiment ancien auquel elle se rattache.

## **2. AMÉNAGEMENT DES ABORDS DES CONSTRUCTIONS**

### **2.1 Clôtures**

#### **2.1.1. Généralités**

Les murs en moellons existants doivent être conservés, sauf nécessité motivée d'accès ou de démolition, et faire l'objet d'un entretien par le propriétaire.

#### **2.1.2. Hauteurs**

La hauteur d'une clôture doit être cohérente avec la hauteur des clôtures existantes au voisinage.

Les clôtures maçonnées n'excéderont pas 1.60 m.

Les clôtures peuvent également être constituées d'un grillage et/ou de haies vives d'essences locales variées d'une hauteur n'excédant pas 2m.

#### **2.1.3. Aspects**

Les enduits sur murs en moellons, seront d'une couleur ton pierre de pays, l'enduit sera affleurant et sans surépaisseur.

Les enduits sur murs autres que moellons auront un aspect lisse (taloché ou gratté fin).

Les différents coffrets techniques (électricité, gaz, téléphone) seront encastrés et recouverts d'un volet peint de la couleur de la maçonnerie ou des menuiseries ou intégrés à la haie de clôture.

2.1.4. Ces règles de clôtures ne s'appliquent pas aux constructions et installations liées aux services publics ferroviaires.

### **ARTICLE N 13 OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIÈRE DE RÉALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, ET DE PLANTATIONS**

1. Les arbres existants doivent être conservés, sauf nécessité motivée d'abattage. Tout arbre abattu doit être remplacé.
2. Une arborisation périphérique devra être réalisée.
3. Les aires de stationnement extérieures doivent être plantées d'au moins un arbre de haute tige pour 100 m<sup>2</sup> de superficie affectée à cet usage.

#### **5.2.1.2. PLU APRES MISE EN COMPATIBILITE**

#### **CARACTERE DE LA ZONE N**

La zone N caractérise des espaces de la commune qui présentent une qualité et un intérêt paysager, une exploitation forestière ou un caractère naturel.

Elle correspond à certains espaces boisés de qualité, ainsi qu'aux espaces naturels d'intérêt écologique ou paysager (ZNIEFF, vallées de Monplaisir, de la Feuillante et de la Menuse).

Le secteur Ne correspond aux espaces très peu urbanisés (écarts, lieux dits, maisons isolées).

Le secteur N/ aux espaces destinés aux activités sportives et de loisirs, sanitaires et sociales, ou à des équipements d'intérêt général (équipements sportifs à l'est du bourg et à l'Est de l'Aumonerie, cimetière, la station d'épuration).

Le secteur Nj correspond aux jardins familiaux de la vallée de Monplaisir.

Le secteur Nq correspond au centre équestre de Mirande.

Les règles énoncées pour la zone N sont essentiellement destinées :

- A préserver et valoriser des espaces présentant un potentiel écologique et paysager, à limiter la constructibilité de ces zones ;
- A maîtriser le développement des hameaux et écarts correspondant aux secteurs Ne ;
- A permettre un bon déroulement des activités sportives et le maintien des équipements publics de la commune, tout en favorisant une bonne intégration des constructions, en secteurs N/ ;
- A permettre l'accueil des jardins familiaux avec abris de jardins tout en favorisant une bonne intégration des constructions, en secteur Nj ;
- A permettre le maintien de l'activité du centre équestre tout en favorisant une bonne intégration des constructions, en secteur Nq ;

### **ARTICLE N1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol qui ne sont pas visées à l'article N 2 ci-dessous ainsi que les constructions susceptibles de créer ou de subir des nuisances, autres que les aménagements, constructions et installations liés aux infrastructures ferroviaires **et à la RN 10** (altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et éléments toxiques...).

#### **ATTENTION :**

Il est nécessaire de consulter le Plan de Prévention des Risques présenté dans la chemise 7e1 intitulée « Servitudes d'Utilité Publique » du présent dossier de PLU afin de déterminer, au sein de la Zone N, quels secteurs sont concernés par les dispositions réglementaires du Plan de Prévention des Risques.

#### **Rappel pour les secteurs concernés par le P.P.R. :**

Parmi l'ensemble des dispositions réglementaires (celles du PLU et celles du P.P.R), c'est la règle la plus contraignante qui s'applique.

### **ARTICLE N2 – OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES**

Sont admis dans la zone et les différents secteurs :

1. Les aménagements directement liés et nécessaires à l'utilisation traditionnelle des ressources du milieu sous réserve qu'ils s'intègrent à l'espace environnant et que leur localisation soit rendue indispensable par des nécessités techniques ;
2. Les constructions et installations en infrastructure ou superstructure, d'utilité publique ou nécessaires à l'exploitation d'un service d'intérêt général, sous réserve d'une bonne intégration dans le site. Ces réserves ne s'appliquent pas aux services ferroviaires.
3. Les exhaussements et affouillements du sol sous réserve qu'ils soient strictement nécessaires aux infrastructures ferroviaires **ainsi qu'à la réalisation d'aménagements de la RN10, à son exploitation et à son entretien.**
4. Dans les **secteurs Ne, en particulier**, les extensions mesurées (30% maximum de la surface de plancher existante à la date du PLU approuvé) et les changements de destination des constructions existantes sous réserve que les activités ne nuisent pas au caractère naturel du secteur.  
Les annexes à l'habitat ne dépassant pas une surface de plancher de 30m<sup>2</sup>, ainsi que les piscines sont admises sous réserve qu'elles ne soient pas implantées à plus de 20 mètres de l'habitation principale.
5. Dans les **secteurs N/, en particulier**, les constructions et occupations du sol affectées à des équipements sportifs et de loisirs, sanitaires et sociaux, sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte à l'espace naturel et qu'ils fassent l'objet d'une insertion paysagère.
6. Dans le **secteur Nj, en particulier**, les abris de jardins à condition qu'ils n'excèdent pas 6 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.
7. Dans le **secteur Nq, en particulier** :
  - Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes, y compris les piscines, à condition qu'elles soient liées ou nécessaires à la direction ou la surveillance des constructions et activités admises ;
  - Les autres constructions et installations à condition qu'elles soient nécessaires au fonctionnement du centre équestre ;
  - Les aires de stationnement, les aires de sports à condition qu'elles soient ouvertes au public et liées aux activités et constructions admises ;
  - L'aménagement et l'agrandissement sans changement de destination des constructions existantes à la date d'approbation du présent P.L.U., à condition que l'agrandissement n'excède pas 30% de la surface de plancher existante et qu'il n'y ait pas de création de logement nouveau ;



## **ARTICLE N 11 ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT DE LEURS ABORDS**

### **1. ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS**

#### **1.1 . Généralités**

Les constructions doivent s'intégrer harmonieusement aux lieux avoisinants ainsi qu'aux paysages environnants (article R111-21 du code de l'urbanisme), à l'exception de celles liées aux services publics ferroviaires.

La réalisation de constructions, y compris pour les maisons individuelles, d'expression architecturale contemporaine est possible, en particulier par l'usage de matériaux nouveaux de qualité et par le dessin de formes nouvelles avec un souci de cohérence et l'intégration par rapport aux lieux environnants.

L'inscription du projet dans une démarche contemporaine permettra aussi de mieux intégrer la spécificité de l'architecture bioclimatique en accompagnement d'une meilleure prise en compte du développement durable.

Les enduits sur murs autres que moellons sont obligatoires.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, ou agglomérés de ciment par exemple) est interdit.

Les constructions annexes et abris de jardin devront présenter un aspect en cohérence avec les constructions existantes et s'insérer harmonieusement dans le paysage environnant.

#### **1.2 Bâtiments anciens en pierre**

Les bâtiments anciens faisant l'objet de restauration ou de réhabilitation, devront respecter les spécificités architecturales d'origine.

Leur restauration devra favoriser l'utilisation et la mise en oeuvre de matériaux d'origine. Les travaux à effectuer sur ces constructions ne doivent pas porter atteinte à l'homogénéité de la composition urbaine ni aux caractéristiques historiques de la construction.

##### **1.2.1 Toitures**

Les toitures devront être restaurées avec leurs matériaux originels /identiques à ceux d'origine, dans la mesure du possible.

##### **1.2.2 Façades**

Les ouvertures créées ou modifiées dans une maçonnerie ancienne devront s'intégrer harmonieusement à l'existant.

Les pierres de taille et chaînages en brique doivent être conservés apparents, sans être enduits ni peints, ni sablés à sec afin de conserver leur aspect de surface.

Les enduits sur murs en moellons seront d'une couleur ton pierre de pays, affleurants et sans surépaisseur.

Les génoises existantes seront conservées en l'état ou reprises si nécessaire.

#### **1.3 Extensions de bâtiments**

Les extensions de bâtiments devront présenter une volumétrie simple qui s'intégrera harmonieusement à la construction existante.

Lorsqu'une extension présente une continuité architecturale avec le bâtiment ancien, elle devra respecter les règles énoncées au paragraphe 1.2.

Le choix d'une extension d'architecture contemporaine est autorisé ; dans ce cas, cette extension devra veiller à ne pas dénaturer le bâtiment ancien auquel elle se rattache.

## **2. AMÉNAGEMENT DES ABORDS DES CONSTRUCTIONS**

### **2.1 Clôtures**

#### **2.1.1. Généralités**

Les murs en moellons existants doivent être conservés, sauf nécessité motivée d'accès ou de démolition, et faire l'objet d'un entretien par le propriétaire.

#### **2.1.2. Hauteurs**

La hauteur d'une clôture doit être cohérente avec la hauteur des clôtures existantes au voisinage.

Les clôtures maçonnées n'excéderont pas 1.60 m.

Les clôtures peuvent également être constituées d'un grillage et/ou de haies vives d'essences locales variées d'une hauteur n'excédant pas 2m.

#### **2.1.3. Aspects**

Les enduits sur murs en moellons, seront d'une couleur ton pierre de pays, l'enduit sera affleurant et sans surépaisseur.

Les enduits sur murs autres que moellons auront un aspect lisse (taloché ou gratté fin).

Les différents coffrets techniques (électricité, gaz, téléphone) seront encastrés et recouverts d'un volet peint de la couleur de la maçonnerie ou des menuiseries ou intégrés à la haie de clôture.

2.1.4. Ces règles de clôtures ne s'appliquent pas aux constructions et installations liées aux services publics ferroviaires **ni à celles situées aux abords de la RN10.**

## **5.2.2. REGLEMENT DE LA ZONE UH**

### **5.2.2.1. PLU ACTUEL**

#### **CARACTERE DE LA ZONE Uh**

La zone Uh caractérise un tissu composé d'activités industrielles, artisanales, tertiaires et commerciales. Elle correspond aux zones d'activités du Bois Renard et des Errondières, ainsi qu'aux activités disséminées dans la commune (Mutuelle de Poitiers, entreprises de Mirande et du Bois de Soucis).

Le tissu est caractéristique de ce type d'espace avec une concentration de bâtiments d'activités industrielles, artisanales, ou de bureau implantés en retrait des voies de desserte et entourés de parcs de stationnement ou d'aires de stockage.

Les règles énoncées ci-dessous sont essentiellement destinées à permettre un développement rationnel et maîtrisé de ces constructions. Elles doivent également réduire les nuisances liées à ces activités vis à vis des espaces urbanisés qui l'entourent et favoriser une intégration paysagère des constructions.

#### **ARTICLE Uh : 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

Sont interdites les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article Uh 2 ainsi que les constructions susceptibles de créer ou de subir des nuisances (altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et éléments toxiques...)

#### **ATTENTION :**

Il est nécessaire de consulter le Plan de Prévention des Risques présenté dans la chemise 7e1 intitulée "Servitudes d'Utilité Publique" du présent dossier de PLU, afin de déterminer, au sein de la zone Uh, **quels secteurs sont concernés par les dispositions réglementaires** du Plan de Prévention des Risques.

Rappel pour les secteurs concernés par le P.P.R. :

Parmi l'ensemble des dispositions réglementaires (celles du PLU et celles du P.P.R.), **c'est la règle la plus contraignante qui s'applique.**

## **ARTICLE Uh 2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES**

Sont admises :

- les activités industrielles, artisanales, tertiaires et commerciales sous réserve qu'elles ne constituent pas de nuisances vis à vis des espaces résidentiels et qu'elles fassent preuve d'une bonne intégration paysagère dans le site.
- les constructions à usage d'habitation sous réserve qu'elles soient destinées au logement des personnes nécessaires pour assurer la surveillance des constructions ou installations et qu'elles soient intégrées au volume de la construction,
- les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ainsi que l'ensemble des éléments techniques et dispositifs liés à la production d'énergies renouvelables.

## **ARTICLE Uh 11 ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT DE LEURS ABORDS**

### **1. ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS**

- 1.1. Les constructions doivent s'intégrer harmonieusement aux lieux avoisinants ainsi qu'aux paysages environnants (article R111-21 du code de l'urbanisme).
- 1.2. La réalisation de constructions d'expression architecturale contemporaine est possible, en particulier par l'usage de matériaux nouveaux de qualité et par le dessin de formes nouvelles avec un souci de cohérence et l'intégration par rapport aux lieux environnants.  
L'inscription du projet dans une démarche contemporaine permettra aussi de mieux intégrer la spécificité de l'architecture bioclimatique en accompagnement d'une meilleure prise en compte du développement durable.
- 1.3 L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, ou agglomérés de ciment par exemple) est interdit.

### **2. AMÉNAGEMENT DES ABORDS DES CONSTRUCTIONS**

#### **2.1. Clôtures**

- 2.1.1. La hauteur et la nature d'une clôture doivent être cohérentes avec la hauteur et la nature des clôtures existantes au voisinage.
- 2.1.2 Les clôtures peuvent être constituées :
  - d'un mur plein,
  - d'un mur-bahut surmonté d'un dispositif à claire-voie, ou d'un grillage,
  - d'un grillage doublé de haies vives d'essences locales variées
  - ou de haies vives composées d'essences locales variées.
- 2.1.3 A proximité immédiate des carrefours, des modalités particulières de clôture peuvent être imposées pour des raisons de sécurité (interdiction de mur plein, réalisation de pan coupé, ...).

## **ARTICLE Uh 13 OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIÈRE DE RÉALISATION D'ESPACES LIBRES, ET DE PLANTATIONS**

1. Les arbres existants doivent être conservés, sauf nécessité motivée d'abattage. Tout arbre abattu doit être remplacé.
2. Des écrans paysagés doivent être réalisés pour préserver les paysages environnants.
3. Les espaces libres - c'est-à-dire les espaces non consommés par les constructions, les aires de stationnement en surface, les aires de stockage et les circulations des véhicules - doivent être traités en espaces paysagés. Il est exigé au moins un arbre de haute tige pour 100 m<sup>2</sup> d'espaces libres.
4. Les aires de stationnement extérieures comportant plus de 4 emplacements doivent être plantées, à raison d'au moins un arbre de haute tige pour 80 m<sup>2</sup> de superficie affectée à cet usage.

5. Dans tous les cas, les conifères sous forme de haies tels que les cupressus, thuyas, etc..., les haies de lauriers palmes, les végétaux invasifs de type robinier, érable negundo, ailanthe, buddleia, etc... sont proscrits.

### **5.2.2.1. PLU APRES MISE EN COMPATIBILITE**

#### **CARACTERE DE LA ZONE Uh**

La zone Uh caractérise un tissu composé d'activités industrielles, artisanales, tertiaires et commerciales. Elle correspond aux zones d'activités du Bois Renard et des Errondières, ainsi qu'aux activités disséminées dans la commune (Mutuelle de Poitiers, entreprises de Mirande et du Bois de Soucis).

Le tissu est caractéristique de ce type d'espace avec une concentration de bâtiments d'activités industrielles, artisanales, ou de bureau implantés en retrait des voies de desserte et entourés de parcs de stationnement ou d'aires de stockage.

Les règles énoncées ci-dessous sont essentiellement destinées à permettre un développement rationnel et maîtrisé de ces constructions. Elles doivent également réduire les nuisances liées à ces activités vis à vis des espaces urbanisés qui l'entourent et favoriser une intégration paysagère des constructions.

#### **ARTICLE Uh : 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

Sont interdites les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article Uh 2 ainsi que les constructions susceptibles de créer ou de subir des nuisances (altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et éléments toxiques...)

#### **ATTENTION :**

Il est nécessaire de consulter le Plan de Prévention des Risques présenté dans la chemise 7e1 intitulée "Servitudes d'Utilité Publique" du présent dossier de PLU, afin de déterminer, au sein de la zone Uh, **quels secteurs sont concernés par les dispositions réglementaires** du Plan de Prévention des Risques.

Rappel pour les secteurs concernés par le P.P.R. :

Parmi l'ensemble des dispositions réglementaires (celles du PLU et celles du P.P.R.), **c'est la règle la plus contraignante qui s'applique.**

## **ARTICLE Uh 2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES**

Sont admises :

- les activités industrielles, artisanales, tertiaires et commerciales sous réserve qu'elles ne constituent pas de nuisances vis à vis des espaces résidentiels et qu'elles fassent preuve d'une bonne intégration paysagère dans le site.
- les constructions à usage d'habitation sous réserve qu'elles soient destinées au logement des personnes nécessaires pour assurer la surveillance des constructions ou installations et qu'elles soient intégrées au volume de la construction,
- les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ainsi que l'ensemble des éléments techniques et dispositifs liés à la production d'énergies renouvelables.

**- Les exhaussements et affouillements du sol sous réserve qu'ils soient strictement nécessaires à la réalisation d'aménagements de la RN10, à son exploitation et à son entretien.**



ARTICLE Uh 11 ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT DE LEURS ABORDS

1. ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS

- 1.1. Les constructions doivent s'intégrer harmonieusement aux lieux avoisinants ainsi qu'aux paysages environnants (article R111-21 du code de l'urbanisme).
- 1.2. La réalisation de constructions d'expression architecturale contemporaine est possible, en particulier par l'usage de matériaux nouveaux de qualité et par le dessin de formes nouvelles avec un souci de cohérence et l'intégration par rapport aux lieux environnants.
- L'inscription du projet dans une démarche contemporaine permettra aussi de mieux intégrer la spécificité de l'architecture bioclimatique en accompagnement d'une meilleure prise en compte du développement durable.
- 1.3 L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, ou agglomérés de ciment par exemple) est interdit.

2. AMÉNAGEMENT DES ABORDS DES CONSTRUCTIONS

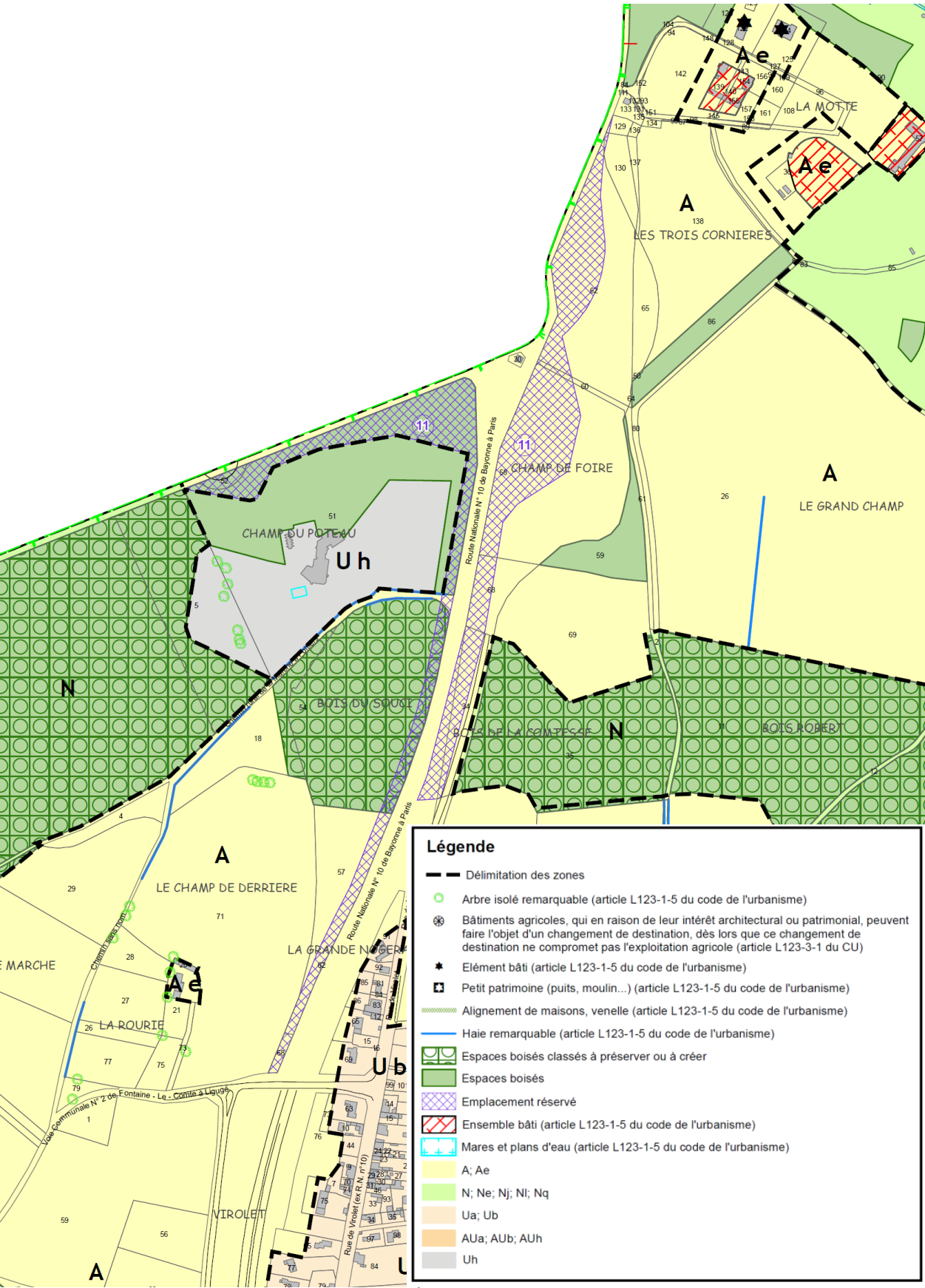
2.1. Clôtures

- 2.1.1. La hauteur et la nature d'une clôture doivent être cohérentes avec la hauteur et la nature des clôtures existantes au voisinage.
- 2.1.2 Les clôtures peuvent être constituées :
- d'un mur plein,
  - d'un mur-bahut surmonté d'un dispositif à claire-voie, ou d'un grillage,
  - d'un grillage doublé de haies vives d'essences locales variées
  - ou de haies vives composées d'essences locales variées.
- 2.1.3 A proximité immédiate des carrefours, des modalités particulières de clôture peuvent être imposées pour des raisons de sécurité (interdiction de mur plein, réalisation de pan coupé, ...).
- 2.1.4. Ces règles de clôtures ne s'appliquent pas aux aménagements, constructions et installations situées aux abords de la RN10.

5.3. ZONAGE

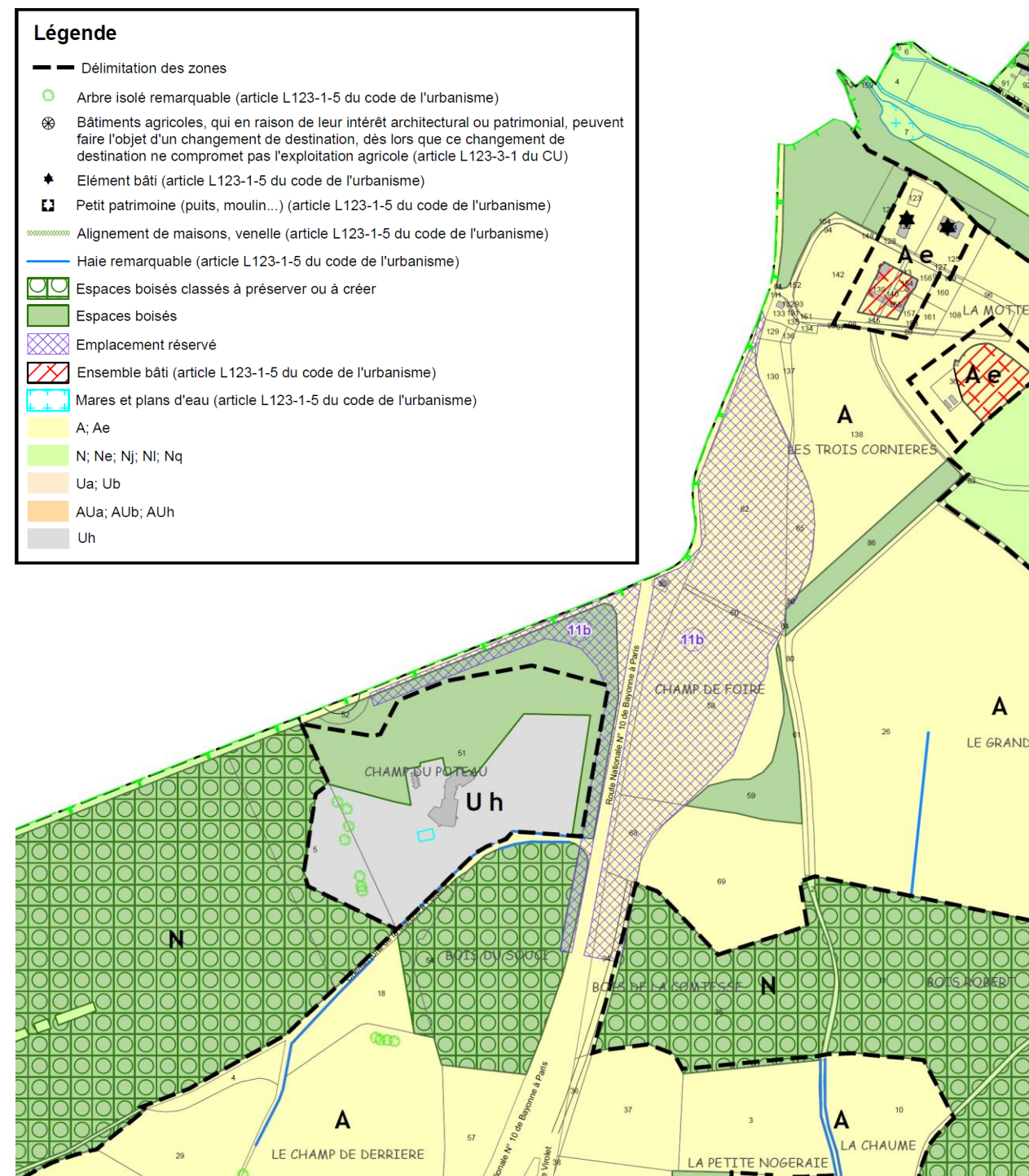
5.3.1. PLU ACTUEL

Le plan de zonage de Ligugé est modifié afin de tenir compte de la modification de l'emplacement réservé n°11 et de la suppression d'une partie d'un Espace Boisé Classé. Les planches du zonage sont présentées en pages suivantes.



Extrait du PLU actuel de Ligugé au niveau de la zone de projet

### 5.3.2. **PLU APRES MISE EN COMPATIBILITE**



## PLU de Ligugé modifié



## 5.4. LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

Le projet intercepte l'emplacement réservé n°11 intitulé « aménagement du carrefour entre la RN10 et la RN11 » d'une surface de 54 300 m². Cet emplacement correspond pour partie au présent projet. Il doit être mis à jour.

### 5.4.1. PLU ACTUEL

La liste initiale des emplacements réservés de la commune de Ligugé est la suivante :

#### LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

N°	AFFECTATION	SURFACE EN M²	BENEFICIAIRE
1	Aménagement d'une piste ou voie cyclable	3 291	Commune
2	Aménagement d'une piste ou voie cyclable	6 895	Commune
3	Aménagement d'une piste ou voie cyclable	3 760	Commune
9	Liaison entre Rocade Sud-Est de POITIERS et la RN 10	39 000	Département
11	Aménagement du carrefour entre la RN 10 et la RN 11	54 300	Etat
13	Création d'une voie de substitution sur la commune de LIGUGE dans le cadre du désenclavement Est de CROUTELLE	260	Etat
50	Création de chemins piétons publics	10 000	Commune
51	Equipements sportifs	75 000	Commune
52	Création d'un parc de loisirs	60 000	Commune
55	Aménagement de voirie rue Péruchon	250	Commune
56	Aménagement d'un espace public	26 550	Commune
57	Aménagement de voirie Route de la Brassaise	900	Commune
75	Aménagement paysager - stationnement et élargissement de voie	1 200	Commune
76	Aménagement d'un accès sur la RD4	860	Commune
78	Elargissement de voirie vers la Grenouillère	960	Commune
80	Elargissement de voirie Rue Péruchon	120	Commune
81	Aménagement d'un exécutoire à La Bernalière	3 000	Commune
82	Aménagement de voirie au lieudit La Bernalière	35	Commune
86	Extension de parking	286	Commune

### 5.4.2. PLU APRES MISE EN COMPATIBILITE

L'emplacement réservé modifié devient l'ER 11b, pour une surface totale de 97 177 m².

La liste des emplacements réservés modifiée de la commune de Ligugé est la suivante :

#### LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

N°	AFFECTATION	SURFACE EN M²	BENEFICIAIRE
1	Aménagement d'une piste ou voie cyclable	3 291	Commune
2	Aménagement d'une piste ou voie cyclable	6 895	Commune
3	Aménagement d'une piste ou voie cyclable	3 760	Commune
9	Liaison entre Rocade Sud-Est de POITIERS et la RN 10	39 000	Département
11b	Création d'un échangeur entre la RN10 et la RD 611	97 177	Etat
13	Création d'une voie de substitution sur la commune de LIGUGE dans le cadre du désenclavement Est de CROUTELLE	260	Etat
50	Création de chemins piétons publics	10 000	Commune
51	Equipements sportifs	75 000	Commune
52	Création d'un parc de loisirs	60 000	Commune
55	Aménagement de voirie rue Péruchon	250	Commune
56	Aménagement d'un espace public	26 550	Commune
57	Aménagement de voirie Route de la Brassaise	900	Commune
75	Aménagement paysager - stationnement et élargissement de voie	1 200	Commune
76	Aménagement d'un accès sur la RD4	860	Commune
78	Elargissement de voirie vers la Grenouillère	960	Commune
80	Elargissement de voirie Rue Péruchon	120	Commune
81	Aménagement d'un exécutoire à La Bernalière	3 000	Commune
82	Aménagement de voirie au lieudit La Bernalière	35	Commune
86	Extension de parking	286	Commune

## 6. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

### 6.1. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS DE GESTION/CONSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU

#### 6.1.1. LE SDAGE LOIRE/BRETAGNE

Issu de la loi sur l'eau de 1992, le SDAGE, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, décliné sur le bassin hydrographique Loire-Bretagne, fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée des ressources en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la loi sur l'eau. Ce document d'orientation à portée juridique s'impose aux décisions de l'Etat en matière de police des eaux, notamment des déclarations d'autorisations administratives (rejets, urbanisme...) ; de même qu'il s'impose aux décisions des collectivités, établissements publics ou autres usagers en matière de programme pour l'eau.

Le comité de bassin a adopté le 4 novembre 2015 le SDAGE pour les années 2016 à 2021 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre 2015 approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures. Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et des objectifs associés aux zones protégées (baignade, conchyliculture).

Le SDAGE répond à quatre principales interrogations :

- Qualité des eaux : que faire pour garantir des eaux de qualité pour la santé des hommes, la vie des milieux aquatiques et les différents usages, aujourd'hui, demain et pour les générations futures ?
- Milieux aquatiques : comment préserver et restaurer des milieux aquatiques vivants et diversifiés, des sources à la mer ?
- Quantité disponible : comment partager la ressource disponible et réguler ses usages ? Comment adapter les activités humaines et les territoires aux inondations et aux sécheresses ?
- Organisation et gestion : comment s'organiser ensemble pour gérer ainsi l'eau et les milieux aquatiques dans les territoires, en cohérence avec les autres politiques publiques ? Comment mobiliser nos moyens de façon cohérente, équitable et efficiente ?

Pour se faire, le SDAGE s'organise autour de 14 chapitres qui définissent les grandes orientations et des dispositions à caractère juridique pour la gestion de l'eau. Le tableau suivant fait état de la compatibilité du projet avec le SDAGE.

Orientations du SDAGE	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
Repenser les aménagements de cours d'eau	Non concerné (Evitement de l'ensemble du réseau hydrographique)	Oui
Réduire la pollution par les nitrates	Non concerné	/
Réduire la pollution organique et bactériologique	Non concerné	/
Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides	Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014	Oui
Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses	La sécurisation de la RN 10 vise à limiter l'accidentologie de la voie et ainsi limiter les risques de pollutions en cas d'accidents routiers La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions. Des mesures spécifiques en phase travaux sont mises en place afin de limiter tous risques de pollutions. Clauses environnementales dans le dossier de consultation des entreprises Chantiers à faibles nuisances environnementales	Oui
Protéger la santé en protégeant la ressource en eau	La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et indirectement une préservation de la ressource en eau.	Oui
Maîtriser les prélèvements d'eau	Non concerné (Il n'est pas prévu de prélèvement d'eau dans le cadre du projet)	Oui
Préserver les zones humides	Les zones humides identifiées sont évitées. La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et ainsi de préserver la ressource en eau et les zones humides. Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014	Oui
Préserver la biodiversité aquatique	Les zones humides et le réseau hydrographique sont évités. La biodiversité aquatique est ainsi préservée. La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de	Oui



Orientations du SDAGE	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
	pollutions et ainsi de préserver la ressource en eau et les zones humides. Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014	
Préserver le littoral	Non concerné	/
Préserver les têtes de bassin versant	Les zones humides et le réseau hydrographique sont évités La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et ainsi de préserver la ressource en eau. Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014 Des mesures spécifiques en phase travaux sont mises en place afin de limiter tous risques de pollutions.	Oui
Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	Non concerné	/
Mettre en place des outils réglementaires et financiers	Non concerné	/
Informier, sensibiliser, favoriser les échanges	Non concerné	/

Le projet est donc compatible avec le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021

## 6.1.2. LE SAGE CLAIN

Le territoire de projet est concerné par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Clain. Ce dernier est porté par l'établissement public territorial de Bassin (EPTB) Vienne depuis avril 2019 et est en cours d'élaboration.

Le SAGE Clain draine un bassin versant de 2 882 km². Il parcourt 125 km de sa source sur la commune de Hiesse (16) à sa confluence avec la Vienne à Cenon-sur-Vienne (86). Le diagnostic a été validé par le Commission Locale de l'Eau le 12 novembre 2012 et fait état des 6 enjeux suivants, déclinés en 12 objectifs :

- Alimentation en eau potable (enjeu majeur) ;
- Gestion quantitative de la ressource ;
- Gestion qualitative de la ressource ;
- Fonctionnalités et caractère patrimonial des milieux aquatiques ;

- Gestion des crues et des risques associés ;
- Gouvernance de la gestion intégrée de l'eau (enjeu transversal).

Le tableau suivant fait état de la compatibilité du projet avec le SAGE Clain :

Objectifs du SAGE Clain	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
Sécurisation de l'AEP	Le projet n'est pas situé au sein de périmètre de protection de captage.	Oui
Réduction de la pollution par les nitrates et les pesticides	Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014	Oui
Réduction de la pollution organique	Non concerné	/
Maîtrise de la pollution par les substances dangereuses	La sécurisation de la RN 10 vise à limiter l'accidentologie de la voie et ainsi limiter les risques de pollutions en cas d'accidents routiers La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions. Des mesures spécifiques en phase travaux sont mises en place afin de limiter tous risques de pollutions. Clauses environnementales dans le dossier de consultation des entreprises Chantiers à faibles nuisances environnementales	Oui
Partage de la ressource et atteinte de l'équilibre entre besoins et ressources	Non concerné	/
Réduction de l'aléa inondation et de la vulnérabilité des biens et des personnes	La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une gestion des eaux de ruissellement et contribue indirectement à la réduction de l'aléa inondation	Oui
Restauration de la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau	Non concerné (Evitement de l'ensemble du réseau hydrographique)	Oui
Restauration, préservation et gestion des zones humides et des têtes de bassin versant pour maintenir leurs fonctionnalités	Les zones humides et le réseau hydrographique sont évités La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et ainsi de préserver la ressource en eau.	Oui

Objectifs du SAGE Clain	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
	Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014 Des mesures spécifiques en phase travaux sont mises en place afin de limiter tous risques de pollutions.	
Réduction de l'impact des plans d'eau, notamment en tête de bassin versant	Non concerné	/
Pérennisation du portage du SAGE, coordination et appui à la mise en oeuvre des actions du SAGE	Non concerné	/
Sensibilisation et information des acteurs de l'eau et des citoyens	Non concerné	/
Maîtrise des coûts de la gestion de l'eau	Non concerné	/

Le projet est donc compatible avec le SAGE Clain.

6.1.3. LE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS – PPRI

Au sein de l'aire d'étude, seule la commune de Ligugé est couverte par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la vallée du Clain. Approuvé le 1<sup>er</sup> septembre 2015, il traite des risques inondation.

Le projet est toutefois en dehors des zones inondables cartographiées au sein du PPRI. De plus, les aménagements projetés ne sont pas de nature à aggraver ou à constituer un facteur de risque d'inondation. Les gestions des eaux pluviales contribuent à réduire indirectement les facteurs de risque d'aggravation du risque inondation.

Le projet est donc compatible avec le PPRI.

6.2. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT ET LES MILIEUX NATURELS

6.2.1. LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE - SRCE

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes a été adopté par arrêté préfectoral de Mme la Préfète de Région le 3 novembre 2015.

La RN 10 est identifiée, au niveau régional, comme un des principaux risques de fragmentation. Le tronçon étudié et les secteurs de projet ne sont pas présents au sein de réservoirs de biodiversité ou de continuités écologiques d'intérêt régional. Un axe Est-Ouest matérialise, à l'échelle du Poitou-Charentes, un « fort besoin de continuités », perpendiculairement à la RN10. Ceci constitue le seul enjeu régional du SRCE sur la zone d'étude

Les aménagements projetés ne sont pas de nature à accentuer le caractère fragmentant déjà existant de la RN10. La mise en place de mesures (gestion des dépendances vertes, aménagements paysagers, plantations de haies...) est de nature à contribuer localement à favoriser la transparence de la RN 10.

Le projet est donc compatible avec le SRCE.

6.2.2. SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE - SRCAE

Le SRCAE Poitou-Charentes a été arrêté le 17 juin 2013 par le Préfet de région. Il ressort du SRCAE Poitou-Charentes plusieurs orientations régionales visant à atteindre des objectifs quantitatifs et qualitatifs.



Le tableau suivant fait état de la compatibilité du projet avec les orientations et objectifs globaux du SRCAE :

Orientations globales du SRCAE	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
Efficacité et maîtrise de la consommation énergétique	Utilisation préférentielle, si la qualité des sols le permet, des déblais pour la réalisation des remblais puis dans un second temps approvisionnement auprès des carrières locales, limitant ainsi les transports de matériaux	Oui
Réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre	Sécurisation d'une voirie déjà existante avec une emprise réduite à la stricte nécessité du projet limitant ainsi l'artificialisation des sols Remise en état des terrains agricoles des éventuels zones temporaires pour la phase chantier, aménagements paysagers et gestion des dépendances vertes permettant Clauses environnementales dans le dossier de consultation des entreprises Chantiers à faibles nuisances environnementales Respect des normes d'émissions en vigueur des engins et équipements avec contrôle régulier et filtres à particules sur les moteurs diesels en phase travaux Préparation du bitume, de revêtement et d'étanchéité adaptée (bitume à faible taux d'émission de polluant atmosphérique, émulsion bitumeuse, traitement des fumées de soudage....)	Oui
Développement des énergies renouvelables	Non concerné	/
Prévention et réduction de la pollution atmosphérique (PRQA)	Respect des normes d'émissions en vigueur des engins et équipements avec contrôle régulier et filtres à particules sur les moteurs diesels en phase travaux Préparation du bitume, de revêtement et d'étanchéité adaptée (bitume à faible taux d'émission de polluant atmosphérique, émulsion bitumeuse, traitement des fumées de soudage....)	Oui
Adaptation au changement climatique	Non concerné	/
Recommandations pour l'information du public.	Non concerné	/

La sécurisation de la RN 10 se traduit par l'aménagement de 3 sections qui vont, de fait, entrainer des travaux et de la circulation, générateurs d'émissions atmosphériques. Ces éléments restent toutefois minimales et indépendants du fonctionnement global de la RN 10.

Les améliorations des motorisations et des systèmes épuratifs, ainsi que la mise en application des normes Euro 5 et Euro 6 associée au renouvellement du parc roulant vont faire baisser les émissions

polluantes provenant des véhicules. En définitive, les émissions polluantes et les concentrations dans l'air sont maximales pour l'horizon actuel pour la plupart des polluants.

Les augmentations consécutives à la mise en place du projet ne sont pas significatives.

**Le projet est donc compatible avec le SRCAE.**

### 6.2.1. PLAN REGIONAL SANTE ENVIRONNEMENT – PRSE NOUVELLE AQUITAINE

Inscrit dans la continuité du premier Plan National Santé Environnement - prévu par la loi de santé publique du 9 août 2004 - et du Grenelle de l'environnement, le troisième Plan National Santé Environnement (PNSE 3) fixe les axes forts d'action du Plan Régional Santé Environnement de Nouvelle-Aquitaine pour la période allant de 2017 à 2021.

Ce dernier a pour fonction de définir les objectifs régionaux en matière de santé environnementale et également les actions à mettre en œuvre afin de mieux détecter, évaluer et gérer l'ensemble des risques sanitaires liés aux agents chimiques, biologiques et physiques présents dans les différents milieux de vie.

Le PRSE 3 de Nouvelle-Aquitaine prend en compte les orientations du PNSE3, en les adaptant au niveau régional, ainsi que le retour des PNSE 2 des 3 anciennes régions.

Il se décline en 21 actions déclinées en 55 mesures opérationnelles, réparties selon cinq objectifs stratégiques :

Orientations globales du PRSE	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
Agir sur les pesticides et les risques émergents ou qui progressent	La sécurisation de la RN 10 vise à limiter l'accidentologie de la voie et ainsi limiter les risques de pollutions en cas d'accidents routiers. Clauses environnementales dans le dossier de consultation des entreprises Chantiers à faibles nuisances environnementales Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014	Oui
Promouvoir un environnement favorable à la santé et adapté aux caractéristiques des territoires	La sécurisation de la RN 10 vise à limiter l'accidentologie de la voie et également limiter les risques de pollutions en cas d'accidents routiers. La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et ainsi de préserver la ressource en eau et les zones humides.	Oui
Améliorer la qualité de l'eau potable et l'accès à une alimentation saine et durable	La sécurisation de la RN 10 vise à limiter l'accidentologie de la voie et ainsi limiter les risques de pollutions en cas d'accidents routiers. L'échangeur de Ligugé empiète sur le périmètre de protection éloignée de la prise d'eau en rivière de « La	Oui

Orientations globales du PRSE	Réponses apportées par le projet	Compatibilité
	<p>Varenne » dans le Clain (D.U.P. du 18 juillet 2013 – commune de Saint Benoit). Cette protection éloignée n'impose pas de règles spécifiques mais une vigilance particulière vis-à-vis des risques de pollution accidentelle. La mise en place d'aménagements de traitements des eaux est un des objectifs du projet d'aménagement. Il permet ainsi une prise en compte des risques de pollutions et ainsi de préserver la ressource en eau. Les zones humides et réseau hydrographique sont évités. Clauses environnementales dans le dossier de consultation des entreprises</p> <p>Chantiers à faibles nuisances environnementales</p> <p>Respect des normes d'émissions en vigueur des engins et équipements avec contrôle régulier et filtres à particules sur les moteurs diesels en phase travaux</p> <p>Préparation du bitume, de revêtement et d'étanchéité adaptée (bitume à faible taux d'émission de polluant atmosphérique, émulsion bitumeuse, traitement des fumées de soudage....)</p> <p>Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014</p>	
Protéger la santé des femmes enceintes, des jeunes enfants et des jeunes	<p>Absence de lieux sensibles dans la bande d'étude des zones de projet</p> <p>La sécurisation de la RN 10 vise à limiter l'accidentologie de la voie et ainsi limiter les risques de pollutions en cas d'accidents routiers.</p> <p>Des mesures spécifiques en phase travaux sont mises en place afin de limiter tous risques de pollutions.</p> <p>Utilisation raisonnée des produits phytosanitaires dans le cadre de la gestion des dépendances vertes au travers du « Plan Particulier d'Utilisation des Produits Phytosanitaires » 2014</p>	Oui
Permettre à chacun d'être acteur de sa santé.	Non concerné	/

Le projet est donc compatible avec le PRSE3.



7. ANNEXE

7.1. DECISION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE SUITE A EXAMEN AU CAS  
PAR CAS



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas portant,  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,  
sur la mise en compatibilité par déclaration d'utilité publique  
du plan local d'urbanisme de la commune de Ligugé (86)

n°MRAe 2018DKNA207

dossier KPP-2018-6456

Le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale  
Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 et suivants et R.104-8 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu les arrêtés du 12 mai 2016 et du 17 avril 2018 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 27 avril 2018 de la Mission régionale d'autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par la préfète de la Vienne, reçue le 5 avril 2018, par laquelle celle-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion de la mise en compatibilité par déclaration d'utilité publique du plan local d'urbanisme de la commune de Ligugé ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé du 12 avril 2018 ;

**Considérant** que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Ligugé, approuvé le 20 décembre 2012, a pour but de permettre la mise aux normes en faveur de la sécurité et de l'environnement de la RN10, notamment par le réaménagement de l'échangeur RN10 / RD611 qui concerne également les communes de Fontaine-le-Comte et Croutelle ;

**Considérant** que la mise en compatibilité du PLU a pour objet de modifier les articles 2 et 11 du règlement des zones A, N et Uh, ainsi que l'emplacement réservé n°11, et de réduire de 1650 m² la surface d'espaces boisés classés de la commune qui en comprend 734 hectares ;

**Considérant** que les éléments d'investigation fournis à l'appui du dossier ne montrent pas de sensibilité environnementale particulière ;

**Considérant** que, selon le dossier, des aménagements paysagers viendront compenser l'impact environnemental du projet ;

**Considérant** que la mise en compatibilité du PLU ne remet pas en cause les objectifs définis dans le projet d'aménagement et de développement durables du PLU de la commune ;

**Considérant** ainsi que, au regard des données fournies par le pétitionnaire, le projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Ligugé n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1<sup>er</sup> :

En application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, le projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Ligugé (86) **n'est pas soumis à évaluation environnementale**.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> .

Fait à Bordeaux, le 30 mai 2018

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine  
Le membre permanent délégué

Gilles PERRON

Voies et délais de recours

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.  
**2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.